

JANVIER 2024

Revue Suisse

La revue des
Suisse·ses de l'étranger



**Derrière les volutes d'encens,
les noirs abîmes de l'Église catholique**

**«Formule magique» ou formule statique? L'élection
du Conseil fédéral ne réserve presque aucune surprise**

**Caquetage et battements d'ailes en ville:
la poule de compagnie conquiert les jardins suisses**

Toute l'info, sans frontières

Les nouvelles pertinentes en provenance de Suisse

SWI swissinfo.ch



La plateforme des
Suisses de l'étranger



Les services consulaires
partout, facilement accessibles
depuis vos appareils mobiles

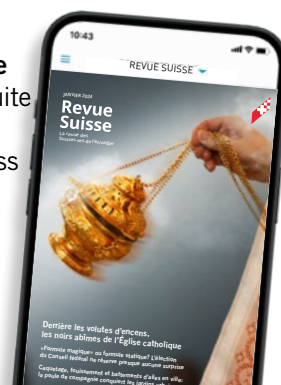
 Guichet en ligne DFAE
Online-Schalter EDA
Sportello online DFAE
Online desk FDFA

www.dfae.admin.ch Bakou

Lisez comme sur papier.

Profitez d'une version claire et lisible de la «Revue Suisse» sur votre **tablette** ou **smartphone**. L'application est gratuite et sans publicité.

Vous la trouverez en recherchant «Swiss Review» dans votre Appstore.



AIDEZ-NOUS À MAINTENIR LE LIEN

Votre soutien joue un rôle essentiel pour l'Organisation des Suisses de l'étranger, **SwissCommunity**. Chaque don contribue à maintenir ce lien indéfectible entre vous et la Suisse, à soutenir nos programmes et nos projets, tels que la «Revue Suisse» ou les camps pour les jeunes Suisses et Suissesses vivant à l'étranger, et à renforcer notre communauté.



Scannez le code QR pour faire un don dès maintenant et participez ainsi activement à l'accomplissement de notre mission commune. Ensemble, créons un avenir solide pour les plus de 800'000 Suisses-ses vivant à travers le monde.



Organisation des Suisses
de l'étranger (OSE)



4 En profondeur

De nombreuses agressions sexuelles ébranlent l'Église catholique

8 Sélection / Nouvelles**9 Reportage**

La poule est un animal de compagnie de plus en plus apprécié en Suisse

**12 Élections**

La formule déterminant la composition du gouvernement national reste inchangée

14 Société

Le crack se répand dans de nombreuses villes suisses, et surtout à Genève

Actualités de votre région**17 Chiffres suisses**

On déménage de moins en moins en Suisse, et la raison est vite trouvée

18 Politique

L'avenir de la prévoyance vieillesse fait l'objet d'idées diamétralement opposées

20 Nature et environnement

Nucléaire: pas de nouvelles centrales à l'ordre du jour, et pourtant...

24 Littérature

En 1941, Rudolf Kuhn décrivait déjà les conséquences d'une bombe atomique

25 Nouvelles du Palais fédéral**28 Infos de SwissCommunity**

Exceptionnellement, vous trouverez le courrier de notre lectorat sur www.revue.ch

Photo de couverture: le rite de l'encens dans l'église d'un monastère suisse. Photo Keystone

Lorsque le prêtre protecteur se mue en agresseur



Effroyable et honteux: en Suisse, des centaines – au bas mot – d'enfants et d'adolescents ont été abusés sexuellement par des directeurs de conscience catholiques. Les agressions sexuelles sont toujours inexcusables. Mais lorsqu'elles sont commises par des individus qui, aux yeux des enfants, incarnent la bonté et la protection, la foi et la morale, elles prennent une dimension monstrueuse. Pour les victimes. Mais aussi pour l'Église. Et c'est ce dont fait actuellement l'expérience l'Église catholique romaine de Suisse, in extremis. Ayant initié elle-même l'exploration de ce sombre passé, elle n'en est pas moins exposée à une tempête d'indignation. Les fidèles lui tournent le dos en grand nombre. Et les organismes laïcs responsables de la vie de l'Église en Suisse, les paroisses et leurs comités élus démocratiquement, se rebellent un peu partout contre le clergé catholique. Nous abordons ce grave sujet dans notre dossier «En profondeur», et y citons un théologien, qui affirme que l'Église catholique traverse là sa crise la plus profonde depuis la Réforme.

Ce cataclysme a-t-il un intérêt au-delà des cercles catholiques? Oui, car l'Église est en perte de vitesse depuis des dizaines d'années en Suisse, et le phénomène est de plus en plus frappant: la société dans son ensemble, qui aime à se réclamer des valeurs de l'Occident chrétien, se sécularise à toute allure. La chronologie le montre: en 1970, près de 98 % des citoyens faisaient partie de la communauté de croyance catholique, protestante ou juive en Suisse; en 2020, ils étaient un peu plus de 60 %. Les personnes qui ne sont pas du tout portées sur l'Église et la religion au sens classique du terme forment d'ores et déjà la plus grande «communauté de croyance». Les dossiers qui viennent d'être extraits des archives catholiques accélèrent encore cette évolution.

La façon dont le gouvernement suisse est élu ne fait quant à elle l'objet d'aucune évolution accélérée, bien au contraire. D'abord, on discute avec ardeur: faut-il, oui ou non, remanier la mystérieuse loi non écrite qui régit la répartition des sièges entre les partis politiques au Conseil fédéral, la fameuse «formule magique»? On débat, on débat... et finalement, tout reste comme avant. La «formule magique» est donc plutôt une «formule statique». Comprenons-nous bien: de nombreux Suisses apprécient l'ennuyeuse fiabilité de leur système politique, qu'ils trouvent préférable aux séismes populistes. Eh bien, à ce propos, la Suisse vient d'élire son nouveau gouvernement pour quatre ans. Rendez-vous en page 18.

MARC LETTAU, RÉDACTEUR EN CHEF

La «Revue Suisse», magazine d'information de la «Cinquième Suisse», est éditée par l'Organisation des Suisses de l'étranger.



L'Église a protégé les abuseurs, pas les victimes

Une étude scientifique a établi pour la première fois des faits sur les abus sexuels commis dans l'Église catholique suisse ces 70 dernières années. Depuis, la base des fidèles est en état de choc. Les responsables ecclésiastiques sont sous pression, et la plus grande Église nationale est en crise.

Photo Keystone

SUSANNE WENGER

Pendant un an, une équipe de recherche de l'Université de Zurich, dirigée par les historiennes Monika Dommann et Marietta Meier, a exploré les archives de l'Église dans toutes les régions linguistiques de Suisse. Elle a passé en revue des dizaines de milliers de dossiers jusqu'ici secrets, et mené un grand nombre d'entretiens. Les résultats de cette étude pilote, publiée en septembre dernier, dévoilent un abîme. Les chercheurs ont trouvé des preuves d'un large éventail d'abus sexuels, allant du «franchissement problématique des limites aux abus systématiques les plus graves» sur de nombreuses années.

Pour la période allant du milieu du XXe siècle à nos jours, l'étude a identifié en tout 1002 cas, 510 personnes accusées et 921 victimes. Trois quarts

des victimes étaient mineures, un peu plus de la moitié étaient des hommes. Les accusés étaient presque tous des hommes, principalement des prêtres qui travaillaient dans les paroisses en tant que curés ou ecclésiastiques auxiliaires, tels que des vicaires ou des aumôniers. D'après les chercheurs, ce sont surtout dans les «espaces sociaux présentant des modèles spécifiques de rapports de pouvoir» qu'ont été commises les agressions: rites spirituels, liturgie, enseignement religieux, groupes de jeunes, foyers et internats catholiques.

Transférés au lieu d'être suspendus

Les agressions sexuelles n'existent pas que dans l'Église catholique, et tous les membres du clergé ne sont pas soupçonnés. Toutefois, en lisant ce rapport de 134 pages, on voit avec

quelle irresponsabilité l'Église a géré ces abus. Le droit ecclésiastique, dans lequel l'abus sexuel sur mineurs constitue depuis longtemps une infraction grave, n'a guère été appliqué. Les responsables ont détourné le regard, minimisé ou dissimulé les faits. Souvent, les prêtres accusés ou reconnus coupables ont simplement été transférés (voir encadré). Ainsi, l'Église a pris le risque de faire d'autres victimes. Elle a placé ses propres intérêts au-dessus de la protection de ses membres, notent les chercheurs.

Pour les auteurs de l'étude, les cas identifiés ne constituent que la pointe de l'iceberg, certains documents étant toujours tenus secrets, par exemple dans la nonciature apostolique, autrement dit la représentation diplomatique du Vatican en Suisse. Ce sont des organismes de l'Église catholique en

Suisse qui ont commandé eux-mêmes cette étude en 2021, entre autres la Conférence des évêques suisses (CES) et la Conférence centrale catholique romaine de Suisse (RKZ), une sorte de faïtière des Églises cantonales de droit public. Cette étude suisse arrive tard en comparaison internationale, et ses résultats ont ébranlé l'Église.

Une enquête préliminaire visant des évêques

Qu'une institution qui se présente comme une instance morale produise tant de victimes sans réellement se soucier de leur sort: voilà le véritable scandale, s'est offusqué le théologien Daniel Kosch dans la «Neue Zürcher Zeitung». D'après lui, il s'agit là de la crise la plus profonde de l'Église catholique en Suisse depuis la Réforme. Pourtant, depuis l'an 2000, les catholiques suisses ont renforcé leur lutte



contre les abus sexuels. En 2002, la CES a édicté des directives. Désormais, chacun des six diocèses doit posséder un concept de prévention et une commission d'experts à qui les personnes concernées doivent pouvoir s'adresser. Les victimes d'abus prescrits reçoivent de l'argent d'un

La vénérable abbaye de Saint-Maurice (VS), où plusieurs enfants et adolescents auraient été victimes d'agressions sexuelles.

Photo Keystone

fonds d'indemnisation créé en 2016. Réagissant à l'étude, la CES a reconnu «la souffrance des victimes et la faute de l'Église». Son président, l'évêque bâlois Felix Gmür, a annoncé des mesures supplémentaires, notamment la création de centres de signalement indépendants de l'Église. En mauvaise posture, l'évêque de Saint-Gall, Markus Büchel, a présenté des excuses: un des cas graves décrits dans l'étude et remontant à un passé récent s'est en effet produit dans son diocèse. Les responsables de l'Église n'ont cependant pas réussi à convaincre le grand public. Il faut dire qu'ils se retrouvent eux-mêmes au cœur d'investigations, comme l'ont révélé les médias. En été, le pape avait ordonné une enquête préliminaire de droit canonique visant notamment quatre membres de la CES en activité sur neuf.

Les souffrances des victimes

Aujourd'hui âgée de 62 ans, Vreni Peterer a été victime de graves abus de la part du prêtre d'un village du canton de Saint-Gall au début des années 1970, alors qu'elle avait dix ans. Pour encourager d'autres victimes à parler de ce qu'elles ont subi, elle a récemment rendu son histoire publique, après l'avoir tue durant des décennies. Pendant le catéchisme, le curé se livrait régulièrement à des attouchements déplacés sur les fillettes. Un jour, il a insisté pour ramener Vreni à la maison en voiture. Mais au lieu de se rendre chez elle, il l'a entraînée à l'orée de la forêt et l'a violée. L'écolière, arrivée en retard à la maison, fut réprimandée par sa mère. Parler de ce qui s'était produit était impensable, relate aujourd'hui Vreni Peterer. Son bourreau l'avait en effet menacée d'aller en enfer. De plus, en tant que curé, son autorité était intouchable. Une fois adulte, Vreni Peterer a souffert de troubles physiques et psychiques et a dû recourir à des thérapies. Ce n'est qu'en 2018 qu'elle a réussi à s'adresser à la commission d'experts du diocèse de Saint-Gall, instituée en 2002, et à dénoncer le curé. Il était déjà décédé. En



ayant accès au dossier, elle a appris qu'il avait déjà été soupçonné dans une autre paroisse. Un tribunal laïc l'avait même condamné à une peine de prison avec sursis pour attentat à la pudeur des enfants. Malgré cela, il avait été nommé plus tard curé de la paroisse de Vreni. Pour celle-ci, le constat est amer, car ses souffrances auraient pu être évitées. Vreni Peterer préside aujourd'hui une communauté d'intérêts pour les victimes d'abus sexuels au sein de l'Église. Elle n'a pas quitté cette dernière. Elle n'a rien contre l'Église, dit-elle, seulement contre les abus qui y sont commis. (SWE)

L'évêque Joseph Bonnemain enquêtera

Le père-abbé de l'abbaye de Saint-Maurice, en Valais – qui, en tant que responsable d'un diocèse territorial, est membre de la CES –, est lui-même accusé d'avoir harcelé sexuellement un jeune. Il a provisoirement quitté son poste. Dans les cas d'abus concernés, trois évêques n'auraient pas agi conformément aux règles. Ils ont déjà admis des erreurs, tout en rejetant certains reproches. Rome a chargé Jo-



L'évêque de Coire, Joseph Bonnemain, a dû enquêter sur des accusations de dissimulation dirigées contre ses pairs. C'est Rome qui l'a chargé de l'enquête.

Photo Keystone

seph Bonnemain, évêque de Coire depuis 2021, de mener une enquête préliminaire. Dans son diocèse, celui-ci combat activement les abus. Des voix critiques se sont cependant élevées, doutant du fait que l'évêque puisse enquêter en toute indépendance contre ses pairs. Joseph Bonnemain s'est ainsi vu adjoindre les services d'une experte en droit pénal et d'un juge cantonal.

L'évêque de Coire prévoit de rendre son rapport d'ici la fin de 2023 (après le bouclage de ce numéro de la «Revue Suisse»). Selon ses résultats, l'autorité papale pourra prononcer des mesures disciplinaires ou ouvrir des procédures pénales ecclésiastiques. Entre-

Les bancs des églises, comme ici celle de Saint-Gall, se vident depuis des années. L'Église catholique romaine est confrontée au départ de nombreux fidèles.

Photo Keystone



temps, une partie des fidèles ont été gagnés par l'impression que les évêques, en dépit de leurs protestations, ne s'attaquent pas assez résolument aux points faibles en matière d'abus. La RKZ a formulé plusieurs demandes, exigeant notamment la séparation des pouvoirs dans le droit canonique et la création d'un tribunal pénal ecclésiastique suisse rassemblant des laïcs et des spécialistes.

Rébellion en terre catholique

Dans tout le pays, les paroisses catholiques ont senti le mécontentement des fidèles après la publication de l'étude, en faisant face à une vague de départs. Il est vrai que ces déflections durent depuis un certain temps déjà, et qu'outre l'Église catholique – la plus grande du pays –, elles touchent aussi l'Église protestante, deuxième en taille. Des milliers de fidèles leur tournent le dos chaque année. Dans le canton de Lucerne, terre à l'ancrage catholique très fort, l'Église s'est tellement alarmée qu'elle est entrée en rébellion ouverte. En septembre, 14 paroisses ont décidé de suspendre le paiement de leur impôt ecclésiastique au diocèse de Bâle (voir interview).

En novembre, le synode, parlement de l'Église catholique du canton de Lucerne, s'est rangé derrière les rebelles.

Il a transmis une intervention demandant à l'évêque bâlois Felix Gmür de lutter plus énergiquement contre les abus, en menaçant de ne pas verser la seconde partie de sa contribution annuelle au diocèse à l'automne 2024. Une commission spéciale du synode jugera si les efforts ont été suffisants. «C'est un véritable coup de tonnerre dans l'Église catholique», a commenté le portail d'information kath.ch.

«Mon supérieur est le pape»

L'évêque de Bâle, en qui les fidèles plaçaient leurs espoirs, a été déconcerté par cette confrontation ouverte du synode. Il a indiqué qu'une partie des exigences avait déjà été satisfaite, et que les autres seraient portées à Rome par les évêques suisses. Il a aussi souligné que beaucoup de choses ne dépendaient pas de lui: «Mon supérieur est le pape, et nul autre», a déclaré Felix Gmür à l'adresse du synode. D'autres Églises cantonales ont proclamé leur soutien à l'Église lucernoise sur le fond, tout en renonçant à prévoir des sanctions. Beaucoup s'accordent sur le fait que l'affaire des abus révèle des problèmes plus profonds au sein de l'Église catholique. Non seulement en ce qui concerne ses structures hiérarchiques, mais aussi ses positions et ses principes.

D'après la RKZ, l'Église doit abandonner sa morale sexuelle rigide et homophobe et permettre aux employés ecclésiastiques de vivre en couple. Dans leur étude, les chercheurs zurichois se demandent eux aussi si les «spécificités catholiques» pourraient avoir favorisé les abus: la morale sexuelle, le célibat, la vision des genres au sein de l'Église, sa relation ambivalente avec l'homosexualité. Ils continueront de creuser cette question parmi d'autres, car leur étude pilote sera suivie de recherches approfondies. L'Église s'est engagée à les mener jusqu'en 2026.

L'étude est disponible sous ce lien: revue.link/eglise

«Faire preuve de courage et mettre en œuvre des réformes»

Après la révélation de plus d'un millier de cas d'abus sexuels au sein de l'Église catholique, la paroisse d'Adligenswil, dans le canton de Lucerne, a suspendu ses paiements au diocèse. Beaucoup de choses doivent changer dans l'Église, déclare la présidente de la paroisse, Monika Koller Schinca, une voix de la base des fidèles.

INTERVIEW: SUSANNE WENGER

Revue Suisse: Vous présidez la paroisse d'Adligenswil. En quoi consiste votre fonction?

Monika Koller Schinca: L'Église catholique romaine en Suisse possède un pilier pastoral, avec les diocèses et les paroisses, et un pilier de droit public ecclésiastique ou laïc, avec les Églises nationales cantonales et les communes ecclésiastiques. C'est un système unique au monde. Quant à moi, je travaille dans la structure laïque. Notre conseil de paroisse, élu démocratiquement, s'occupe des finances, des constructions et des engagements, tandis que les services pastoraux sont responsables des contenus ecclésiastiques. Nous travaillons en étroite collaboration.



Monika Koller Schinca exige que «les faits soient élucidés sans ménagement et que des mesures soient prises en conséquence», car la confiance des gens en l'Église catholique s'érode. Photo DR

Votre paroisse est entrée en rébellion en cessant ses paiements au diocèse, ce que le parlement cantonal de l'Église a aussi menacé de faire par la suite (voir article principal). Qu'est-ce qui vous a poussés à faire cette démarche inhabituelle?

Le grand nombre d'abus sexuels avérés nous a choqués. Nous nous sentons solidaires avec les victimes. Dans de nombreuses affaires, les responsables de l'Église ont dissimulé les faits. Nous trouvons cela honteux. Mais le déclencheur a été la réaction,

insuffisante à nos yeux, des évêques aux résultats de l'étude. À présent, nous avons besoin d'actes, et plus seulement de paroles: il faut élucider les faits sans ménagement et que des mesures soient prises en conséquence. Car la confiance des gens en l'Église catholique s'érode. Ils sont extrêmement nombreux à la quitter.

C'est la raison pour laquelle vous avez choisi un acte fort, bien que les abus sexuels soient un sujet connu de longue date?

Oui. La base des fidèles doit réagir, et de façon énergique. C'est pourquoi nous appuyons nos exigences sur une pression financière. Dans les villages de notre région, l'Église est toujours un pilier important de la société: de nombreuses personnes s'y engagent et s'y rendent utiles. Après la publication de l'étude, nous avons reçu un nombre de démissions supérieur à la moyenne. Ce qui m'a particulièrement affectée est le fait que cette fois, ces départs concernent aussi de nombreuses personnes âgées, qui font partie de la génération des gens qui vont encore régulièrement à l'église. C'est le signe que quelque chose cloche. Outre les enquêtes sur les abus, des réformes et un changement culturel sont urgents. Nous voulons faire bouger les choses et secouer le système.

Qu'est-ce qui doit changer?

L'un des points essentiels est que les femmes doivent obtenir les mêmes droits que les hommes. Dans le canton de Lucerne, 60 % des employés ecclésiastiques et 75 % des bénévoles sont des femmes. Notre Église est donc portée en grande partie par les femmes, mais plus on grimpe dans la hiérarchie, plus les hommes dominent. Les femmes ne peuvent toujours pas être ordonnées prêtres ou diacres. Par ailleurs, il faut abolir le

célibat obligatoire dans la prêtrise. Ceux qui veulent rester célibataires et chastes doivent pouvoir continuer de le faire, mais cela ne doit plus être une obligation. La sexualité est un cadeau de Dieu. Le célibat obligatoire constitue en outre un facteur de risque pour les abus. Des études montrent qu'il attire parfois des personnes ayant des problèmes, par exemple des tendances pédophiles.

Vous exigez que les évêques suisses promeuvent des réformes. Mais ils répondent qu'ils ne peuvent rien faire sans l'aval de Rome.

Pour moi, il s'agit là d'une excuse. La lenteur de Rome passe complètement à côté des réalités de la vie en Suisse. Les évêques suisses se disent prêts à adopter des réformes, mais ils n'agissent pas. Nous devons faire preuve de courage et trouver un moyen de mettre en œuvre des réformes, au moins partielles, en Suisse, en prenant le risque de déplaire au Vatican. Nous n'avons plus beaucoup de temps. À mes yeux, il est presque déjà trop tard pour l'Église catholique.

Aujourd'hui, quel est votre rapport personnel à l'Église catholique?

J'ai grandi en son sein, elle me tient à cœur. Et je n'ai pas encore tout à fait perdu l'espoir qu'elle puisse évoluer. C'est pourquoi j'investis de l'énergie et du temps pour faire bouger les choses. L'initiative de notre petite paroisse d'Adligenswil a reçu beaucoup de soutien: c'est encourageant. Les gens voient qu'il se passe quelque chose. L'avenir dira si l'Église parviendra à rétablir sa crédibilité.

Monika Koller Schinca préside la paroisse d'Adligenswil, près de la ville de Lucerne, depuis 2021. Âgée de 50 ans, elle dirige un bureau de coaching. Elle est mariée et mère de trois enfants.

Simon Ammann



Combien de secondes le champion suisse de saut à ski Simon Amman aura-t-il passé en l'air lors de sa carrière, débutée à l'âge de onze ans? Environ 4000, avec une durée moyenne de quatre secondes par saut. Soit un peu plus de quatre heures passées entre ciel et terre. Sachant que les adeptes de ce sport décrivent ces moments comme hors du temps, c'est énorme. Le vol dure dans la tête. C'est aussi là que le saut à ski se gagne à 80%. Cette joie impossible à décrire de voler skis aux pieds à plus de 100 km/h, voilà le ressort de la vie sportive de Simon Amman, le sauteur du village d'Unterwasser (SG) qui continue de voler alors que la presse annonce son départ saison après saison. Sur une photo datée de 2002, le natif de Saint-Gall fête deux médailles d'or glanées aux Jeux olympiques de Salt Lake City. Ses cheveux ébourifés pointent au-dessus d'une paire de lunettes ovales. Il porte une simple chemise à carreaux marron. Les Américains y ont vu Harry Potter. Pour les Suisses, il est la mésange du Toggenburg. Le fils d'un paysan. Simon? Simi? Les gens qui le connaissent le saluent comme un bon camarade. Les connaisseurs relèvent une position compacte au moment du saut et une capacité à évoluer de façon stable dans les airs. La précision de ses atterrissages est remarquable. Ces qualités ont fait de Simi une star planétaire: quadruple champion olympique, deux fois médaillé d'or. Sa vie n'a pas été rectiligne pour autant. En 2015, il chute lourdement. À partir de là, Simon retiendra l'élan de ses sauts, décidant au passage de se poser avec le pied droit plutôt que le gauche. Une petite révolution. En mars 2023, Simi, âgé de 41 ans, a été le vétéran et le meilleur représentant suisse au grand tremplin des Mondiaux de Planica, en Slovénie. Et il volera encore. STÉPHANE HERZOG

La Suisse réduit la protection du loup

Depuis le 1^{er} décembre 2023, le Conseil fédéral autorise les tirs de loups à titre préventif. Dans des cas fondés, il est également possible d'abattre des meutes complètes. Ainsi, le gouvernement réduit considérablement la protection du loup. Jusqu'ici, seuls les tirs de loups qui causaient des dommages et s'attaquaient aux animaux de rente étaient autorisés. Aujourd'hui, 32 meutes de loups vivent en Suisse. D'après le ministre de l'environnement, Albert Rösti, l'objectif est de conserver toujours au moins douze meutes en Suisse. Ce nombre est insuffisant pour la survie de l'espèce. Il y a trois ans, Reinhard Schnidrig, le spécialiste de la faune sauvage de la Confédération, indiquait à la «Revue Suisse»: «Environ 60 meutes regroupant 300 animaux pourraient vivre dans les Alpes suisses et le Jura: c'est la limite écologiquement tolérable. En termes de protection de l'espèce, un seuil minimal est décisif car pour conserver le loup sur plusieurs générations, on a besoin d'environ 20 meutes.» L'assouplissement de la protection est ainsi avant tout motivé par des considérations politiques, et non scientifiques. Rappelons que les citoyens s'étaient clairement exprimés en faveur de la protection du loup dans les urnes il y a trois ans. Lien vers l'interview: [revue.link/loup](https://www.revue.ch/link/loup). (MUL)

Les réfugiés ukrainiens peuvent rester plus longtemps

Depuis l'agression de l'Ukraine par la Russie, des dizaines de milliers d'Ukrainiens ont trouvé refuge en Suisse. Le pays leur accordait le statut de protection «S», qui permet un accueil rapide et temporaire, sans procédure d'asile. Le Conseil fédéral, qui ne s'attend pas à une fin rapide de la guerre, vient de décider de prolonger le statut S des réfugiés ukrainiens au moins jusqu'au 4 mars 2025. La Suisse s'aligne ainsi sur l'Union européenne, qui avait déjà prononcé cette prolongation plus tôt. (MUL)

Augmentation des actes de violence antisémites

Depuis l'attaque terroriste du Hamas en Israël et la réaction d'Israël, le nombre d'actes de violence antisémites a augmenté en Suisse aussi, et ce de près d'un quart. La présidente de la Commission fédérale contre le racisme, Martine Brunschwig Graf, indique qu'outre le nombre des incidents, c'est leur intensité qui frappe. Cependant, elle observe aussi un surcroît des tensions dirigées contre les musulmans. La Fédération suisse des communautés israéliennes a vivement réagi en novembre, exigeant une condamnation sans appel de l'antisémitisme par le Conseil fédéral. (MUL)

Applaudissements modérés pour le onze suisse

L'an prochain aussi, l'équipe nationale suisse de football prendra part à un grand tournoi. Elle s'est qualifiée pour les championnats européens de football, qui auront lieu durant l'été 2024 en Allemagne. En se retrouvant dans le groupe de qualification réunissant Andorre, le Bélarus, Israël, le Kosovo et la Roumanie, le onze suisse, emmené par l'entraîneur Murat Yakin, pensait clairement être en position de favori. Cela s'est avéré plus difficile que prévu. (MUL)



Photo iStockphoto

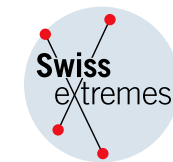
La poule, le nouvel animal domestique qui fait fureur dans les jardins suisses

D'animal d'élevage, la poule devient plus en plus souvent un animal domestique. Les jardins privés comptent déjà des dizaines de milliers de poulaillers. L'Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires réagit lui aussi à ce phénomène.

DENISE LACHAT

L'animal domestique préféré des Suisses? Exact: c'est le poisson. Peut-être que comme beaucoup, vous auriez répondu spontanément le chat, mais en termes de chiffres, le poisson nage clairement au-dessus de la mêlée, comme l'indique la Protection suisse des animaux (PSA). On ne sait pas exactement combien de poissons frétille dans les petits et grands aquariums privés, mais il doit y en avoir beaucoup. Car au classement des animaux de compagnie préférés, le chat arrive numéro deux: il y en a près de deux millions en Suisse. Arrive ensuite le chien, avec un demi-million.

Actuellement, c'est toutefois un animal qu'on n'associe pas spontanément aux câlins et aux caresses (tout comme le poisson, d'ailleurs) qui attire l'attention: la poule. Oui, le gallinacé a la cote auprès des Suisses. On estime que 70 000 ménages privés détiennent des poules, et la tendance est à la hausse. «Les poules sont de plus en plus appréciées. La pandémie de Covid pourrait y avoir contribué», confirme Sarah Camenisch, porte-parole de l'Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires (OSAV). Les raisons précises de ce succès ne sont établies par aucune enquête solide, mais Sarah Camenisch évoque entre autres un



Plus haut, plus grand, plus rapide, plus beau?

À la recherche des records suisses qui sortent de l'ordinaire. **Aujourd'hui: l'animal domestique le plus tendance du moment.**

besoin croissant de nature. Des sondages généraux liés au Covid montrent en effet que la période de la pandémie a renforcé les liens des Suisses avec la nature. Boutiques, restaurants, écoles, centres de fitness et domaines skiables étant fermés, les gens ont tout à coup eu le temps d'aller se balader dans la nature, de confectionner leur propre pain et d'acheter des légumes frais à la ferme. Ils ont également adopté de nombreux chiens et chats, car ils se sentaient seuls en télétravail ou en formation à distance.

Pour Samuel Furrer, zoologue et directeur du Domaine technique de la PSA, cet engouement pour la poule

domestique est aussi lié à une tendance globale: de plus en plus de consommateurs veulent savoir d'où proviennent leurs aliments et comment ils sont produits. Pour cela, qu'y a-t-il de mieux que de posséder son propre animal? «Certains particuliers tuent et mangent leurs poules», note-t-il. Cependant, la plupart se contentent de leurs œufs. C'est particulièrement vrai pour les personnes

«Il est crucial de préserver les intérêts des animaux, que l'on détienne des baleines bleues, des abeilles mellifères ou des poules.»

Bernd Schildger, ancien directeur du zoo de Berne

qui donnent un nom à leurs protégées et les serrent tendrement dans leurs bras, comme on peut très bien se figurer la scène avec, par exemple, une pelucheuse poule Pékin.

Pour le bien-être animal, contre les épizooties

Pourtant, les poules ne devraient pas être câlinées ou portées dans les bras. «La plupart d'entre elles n'aiment pas ça», explique Sarah Camenisch, en soulignant que les poules sont des animaux «d'observation». Et comme les éleveurs privés doivent observer un certain nombre d'autres points encore, l'OSAV et la PSA ont lancé à l'échelle suisse au printemps 2023 une campagne ayant un double

objectif: protéger le bien-être animal et éviter la propagation d'épizooties. Les particuliers qui veulent élever des poules doivent d'abord avoir assez de place à disposition. Dans l'idéal, trois poules ont besoin d'une surface herbeuse de 50 m³ pour fouir, picorer et prendre des bains de poussière. Précisons d'emblée que les poules sont des animaux qui vivent en groupe, et qu'elles ne doivent donc pas être détenues seules. Il en faut ainsi au moins deux, et idéalement trois. Le poulailler doit être verrouillable et compter au moins 2 m² pour trois poules. Il faut enfin une volière close, afin de protéger les poules contre les renards et les martres. La volière sert également à ne pas devoir enfermer les animaux à l'intérieur en cas d'épizootie telle que la grippe aviaire. Samuel Furrer, de la PSA, note que cette infrastructure peut rapidement s'avérer onéreuse. Selon les

La poule domestique intéresse même l'État: les détenteurs privés doivent s'annoncer auprès des autorités vétérinaires. Cela permet de lutter contre la propagation d'épidémies. Photo Keystone

La poule n'est pas une peluche, mais elle tolère la proximité de l'être humain. Photo Keystone

talents de bricolage que l'on a, il faut compter entre 1500 et 4000 francs. À cela s'ajoutent des coûts de fourrage annuels d'environ 400 francs. Les poules ne doivent en effet pas être nourries avec les restes de la cuisine familiale, mais avec des granulés ou des farines à base de maïs. Et, comme les autres animaux domestiques, elles ont parfois besoin du vétérinaire. D'après la Société des vétérinaires suisses, certains cabinets se



sont spécialisés dans le traitement d'animaux de compagnie tels que les oiseaux et les lapins. Ces cabinets ont l'habitude de soigner les poules comme d'autres les chiens et les chats. Ils traitent des infections des voies respiratoires, des blessures ou des maladies de l'appareil de ponte, des vers, des puces, des acariens et d'autres parasites. Ainsi, il faut bien réfléchir avant d'acquérir des poules. Et il convient de les inscrire auprès des offices cantonaux compétents, afin que des mesures d'urgence puissent être prises en cas d'épizooties comme la grippe aviaire ou la maladie de Newcastle. Pour éviter la propagation d'une épidémie, les poules doivent parfois être confinées dans le poulailler.

Adopter des poules

Il est vrai que la poule domestique reste marginale par rapport à la poule d'élevage, dont on dénombrait plus de 13 millions d'individus en Suisse en 2022, soit environ 4 % de plus que l'année précédente. En même temps, de plus en plus de poules pondeuses «mises au rebut» et adoptées par des particuliers fouissent et picorent dans des jardins privés. C'est que l'industrie de l'élevage intensif se désintéresse des poules pondeuses durant la mue, qui dure entre quatre et six semaines, car elles ne pondent pas d'œufs pendant ce temps. Les poules connaissent ainsi une fin de vie précoce, à un an environ, alors qu'elles peuvent tout à fait vivre jusqu'à quatre, voire six ans. Après la mue, les poules se remettent à pondre un œuf par jour, indique Samuel Furrer, qui apprécie les initiatives comme «Adopte une cocotte» ou «Rettet das Huhn». «De cette façon, les poules peuvent vivre de vieux jours agréables.» Elles doivent cependant pouvoir s'acclimater et s'adapter so-



Quand la poule renouvelle son plumage, après un an, elle cesse de pondre et perd ainsi son intérêt commercial. Souvent, des particuliers «adoptent» ces poules écartées de la production. Photo iStock

cialement, car elles sont issues d'élevages intensifs, où elles ont été engraisées avec des aliments riches en énergie.

Une place dans la conscience humaine

La poule est-elle actuellement l'animal domestique le plus tendance de Suisse? «En l'absence de chiffres nous permettant d'établir des comparaisons, nous ne le savons pas vraiment», admet Samuel Furrer. Le zoologue pense néanmoins qu'il n'est pas faux de parler d'un boom. Du reste, cela ne serait pas le premier. Les réseaux sociaux regorgent d'histoires attendrissantes de mignons cochons nains, par exemple, même si ceux-ci, tout comme les poules, ne devraient pas avoir leur place dans le lit de leurs propriétaires. Pour le vétérinaire Bernd Schildger, ancien directeur du parc zoologique Dählhölzli à Berne, dont fait également partie le Parc aux ours, il s'agit là du point essentiel: «Il est crucial de préserver les intérêts des animaux avant de satisfaire les besoins des êtres humains, et ce, que l'on dé-

Pourquoi les gens adoptent-ils une poule? Le plus souvent pour ses œufs, très rarement pour sa viande. Photo iStock



tienne des baleines bleues, des abeilles mellifères ou des poules.» Bernd Schildger est cependant tout à fait favorable au principe de la détention privée d'animaux. Car l'être humain, dit-il, s'est détaché d'eux et de la nature et les a bannis de son environnement et de sa conscience: «Pourquoi pensez-vous que les abattoirs sont entourés de fils barbelés?». En d'autres termes: ce que l'être humain ne voit pas l'indiffère. Si l'animal, grâce à la détention privée, retrouve une place dans la conscience humaine, il est protégé. Pour les poules, qui dans l'élevage industriel vivent parfois dans des conditions atroces, «les éleveurs privés font donc quelque chose de bien».

Bien sûr, les poules sont bien plus que de simples productrices d'œufs. Elles ont leur propre charme et leur personnalité. Ces créatures amusantes, qui nous regardent attentivement avec la tête penchée et nous font sourire, sont en outre communicatives et donc plutôt bruyantes. Avant d'en acquérir, il vaut donc la peine de discuter avec son voisinage, conseille la représentante de l'OSAV, Sarah Camenisch. Quand on pense que des Suisses sont attaqués en justice pour un simple bruit de cloches d'église ou de vaches, on se dit qu'elle a sans doute raison. Dans l'ensemble, néanmoins, la poule semble appréciée, parce qu'elle amène avec elle un morceau de campagne dans les villes suisses. Elle est moins controversée que le chat, qui a la mort de milliers d'oiseaux sur la conscience. Le représentant de la PSA, Samuel Furrer, prend tout de même la défense du petit félin: outre l'utilité des colliers à grelots, un plus grand nombre de haies et de buissons dans les jardins privés pourraient offrir des abris aux oiseaux. Ainsi, dans ce cas aussi, renforcer la proximité avec la nature pourrait être une solution.

Le Parlement mise sur la stabilité du Conseil fédéral

La fameuse «formule magique» est toujours d'actualité pour la composition politique du Conseil fédéral: les quatre plus grands partis du pays se partagent les sept sièges du gouvernement. Néanmoins, on constate un malaise croissant face à ce «cartel du pouvoir».

THEODORA PETER

Le renouvellement du Conseil fédéral du 13 décembre 2023 a été placé sous le signe de la continuité. La majorité du Parlement n'a pas voulu bouleverser les rapports de pouvoir actuels. Ainsi, ces quatre prochaines années, le Conseil fédéral continuera de compter deux membres de l'UDC, du PS et du PLR ainsi qu'un membre du Centre (voir p. 13). La loi non écrite de la «formule magique» prévoit un gouvernement de coalition dans lequel les quatre plus grands partis sont représentés en fonction de leur part d'électeurs. Après la victoire électorale de l'UDC et le renforcement du PS, leurs sièges n'étaient pas contestés. Les deux plus grands partis de Suisse représentent des parts d'électeurs de 27,9 % (UDC) et de 18,3 % (PS). La place au gouvernement du troisième parti, le PLR, se tient nettement moins: après les élections fédérales, sa force électorale n'atteignait plus que 14,3 % et ne dépassait donc plus que d'un cheveu celle du Centre (14,1 %). En d'autres termes, il devient difficile d'expliquer pourquoi le PLR occupe deux sièges au Conseil fédéral, tandis que le Centre, presque aussi fort, n'en occupe qu'un.

Malgré cela, en décembre, le Centre a renoncé à briguer un second siège au gouvernement au détriment du PLR. Il a justifié sa décision par le «respect des institutions». Le président du parti, Gerhard Pfister, a déclaré d'emblée que le Centre ne souhaitait pas obliger l'un des conseillers fédéraux en place à s'en aller. Les deux membres du gouvernement arborant les couleurs du PLR, Ignazio Cassis et Karin Keller-Sutter, s'étaient en effet tous deux présentés à leur réélection. L'UDC a elle aussi plaidé pour la stabilité en cette époque marquée par les crises, et n'a donc pas



voulu affaiblir inutilement son allié dans le camp de droite, le PLR.

L'assaut des Verts échoue

Les Verts, qui constituent le cinquième parti de Suisse, ont tout de même tenté d'attaquer l'un des deux sièges du PLR. «Un gouvernement n'est stable et fort que s'il représente autant d'électeurs que possible», a déclaré Aline Trede, présidente du groupe parlementaire. Les Verts ne

La joie du nouvel élu: Beat Jans (PS) succède au sortant Alain Berset au Conseil fédéral. Le canton de Bâle-Ville fête ainsi son retour au gouvernement après 50 ans d'absence.

Photo Keystone

Les petits partis restent à l'écart du Conseil fédéral. Ainsi, un quart des électeurs ne sont pas représentés au gouvernement.

présentent une part d'électeurs de près de 10 %. «Arithmétiquement parlant, nous sommes ainsi plus proches d'un siège au Conseil fédéral que le PLR, avec ses 14 %, de deux sièges.» Les Vert'libéraux (PVL, force du parti: 7,6 %) ont eux aussi critiqué le fait que l'actuelle composition du gouvernement tienne trop peu compte de la volonté des électeurs. «Un quart d'entre eux ne sont pas représentés au Conseil fédéral», a souligné Corina Gredig, présidente du groupe parlementaire du PVL, en notant qu'il était par conséquent légitime de remettre en question le second siège du PLR.

Le candidat Vert, Gerhard Andrey, a toutefois clairement échoué à se faire élire, tandis que les deux conseillers fédéraux PLR ont été confortablement confirmés dans

leurs fonctions. Cela est également dû au fait que le PS ne s'est pas montré désireux, lors du renouvellement intégral du Conseil fédéral, de bouleverser la «formule magique» en vigueur. C'est que le parti de gauche, le 13 décembre, avait besoin de voix du camp bourgeois pour conserver le siège de son magistrat sortant, Alain Berset. Cela lui a valu le reproche des Verts d'avoir vendu son âme au «cartel du pouvoir».

Les socialistes faisaient également face à un dilemme en raison du processus électoral même. Le siège vacant du PS était le dernier à devoir être attribué, après la réélection des membres du gouvernement en place. Le parti craignait donc d'être puni par l'UDC et le PLR s'il défendait au préalable trop ardemment la candidature électorale des Verts. Ce froid calcul a porté ses fruits: le Parlement a finalement élu un des deux candidats officiels du PS pour succéder à Alain Berset.

Nouveau visage au Conseil fédéral

C'est Beat Jans, président du gouvernement bâlois et ancien conseiller national, qui a remporté la mise. Âgé de bientôt 60 ans, ce socialiste s'est présenté comme un bâtisseur de ponts, promettant un mandat placé sous le

signe de l'ouverture. Il y avait 50 ans que le canton de Bâle-Ville n'avait plus eu de conseiller fédéral. Avec l'élection de Beat Jans, les centres urbains sont à nouveau mieux représentés au gouvernement suisse. Le départ du Fribourgeois Alain Berset met aussi fin à la majorité provisoire des cantons latins au Conseil fédéral: quatre des «sept Sages» sont à nouveau issus de régions germano-

6/2023 pour son portrait) succède ainsi Viktor Rossi, affilié aux Verts libéraux. Il s'agit de la première fois qu'un membre d'un parti non gouvernemental conquiert ce poste au cœur du pouvoir. À la tête de la Chancellerie fédérale, Viktor Rossi sera aussi responsable du développement du vote électronique. Dans un sondage préélectoral de l'Organisation des Suisses de l'étranger, il a assuré vou-



SP	SP	Le Centre	PLR	PLR	UDC	UDC
Elisabeth Baume-Schneider	Beat Jans	Viola Amherd	Karin Keller-Sutter	Ignazio Cassis	Albert Rösti	Guy Parmelin
Département fédéral de l'intérieur (DFI)	Département fédéral de justice et police (DFJP)	Dép. de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS)	Département fédéral des finances (DFF)	Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)	Dép. environnement, transports, énergie et communication (DETEC)	Dép. de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR)

phones, à l'image de la Valaisanne Viola Amherd (Le Centre), qui présidera le gouvernement en 2024.

Le Parlement a également élu un nouveau Chancelier fédéral, qui, en tant que chef de l'état-major, coordonne les affaires du gouvernement. Au démissionnaire Walter Thurnherr, membre du parti du Centre (cf. Revue

loir poursuivre sur la lancée actuelle. Il est évident, a-t-il déclaré, que «le vote électronique constitue pour de nombreux Suisses de l'étranger un instrument de participation politique essentiel». Pour lui, il est par conséquent juste que les citoyens suisses de l'étranger fassent partie du groupe cible prioritaire.

Glissement nuancé à droite

Lors des élections fédérales de l'automne 2023, l'Union démocratique du centre (UDC), parti conservateur de droite, a clairement remporté la mise au Conseil national (cf. «Revue Suisse» 6/23). Au Conseil des États, deuxième Chambre du Parlement, l'avancée du plus grand parti de droite a toutefois été freinée. Dans plusieurs cantons, et notamment à Zurich, les candidats UDC ont échoué au second tour malgré leur position favorable. Le PLR est

lui aussi resté bien en deçà de ce qu'il espérait.

Le Centre, en revanche, a consolidé sa position de force au Conseil des États. À gauche, le PS a progressé, tandis que les Verts ont continué à perdre du terrain. Les Verts libéraux (PVL) sont de retour à la Chambre haute, dont voici la répartition détaillée des 46 sièges (en comparaison avec les élections de 2019): 15 sièges pour Le Centre (+2 sièges), 11 pour le PLR (-1), 9 pour le PS (-), 6 pour l'UDC



ÉLECTIONS
2023

(-), 3 pour les Verts (-2), 1 pour le PVL (+1) et 1 pour le MCG (+1).

Ces résultats montrent que le Conseil des États restera dominé par les forces conservatrices à l'avenir. Mais c'est le Centre qui, encore davantage qu'aujourd'hui, fera pencher la balance. (TP)

Aperçu de tous les résultats des élections parlementaires: www.wahlen.admin.ch/fr/ch/

Le crack déferle sur les villes suisses et provoque un choc

Depuis 2022, une cocaïne concentrée et bon marché inonde la Suisse. Une partie de ce produit est vendu sous forme de crack. Des scènes ouvertes de drogue sont apparues dans plusieurs cantons. La ville de Genève est particulièrement touchée.

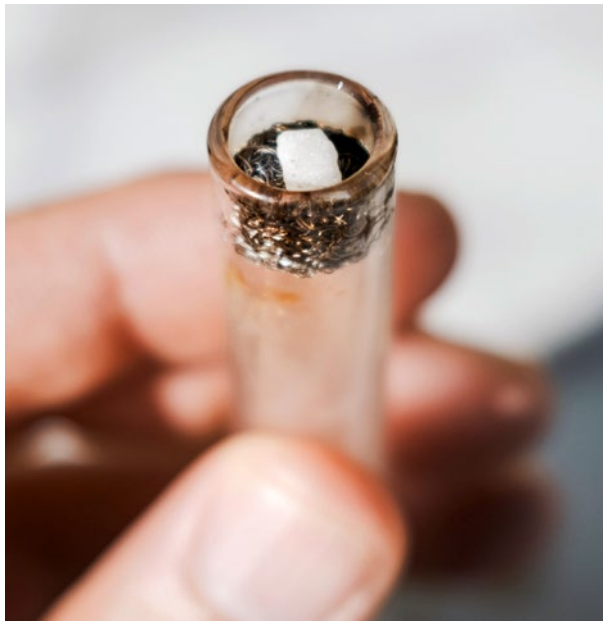
STÉPHANE HERZOG

Trente ans après la fermeture du Platzspitz et du Letten, scènes ouvertes de l'héroïne zurichoises, l'usage de drogues dures en pleine rue revient. «On observe ces scènes dans les grandes villes suisses, mais aussi à Vevey, Bienne, Soleure, Brugg ou encore Coire», observe Frank Zobel, directeur adjoint d'Addiction Suisse. Dans la capitale grisonne, un parc a été investi par des consommateurs. Idem au centre de Zurich, à la Bäckeranlage. À Genève, le quartier de la gare de Cornavin est peuplé de consommateurs de crack. Cette fois, c'est la cocaïne qui est au centre de cette irruption. La poudre blanche inonde les pays européens, supplantant l'héroïne. Elle est proposée à bas prix et sa pureté dépasse parfois les 70%.

«C'est du jamais vu», commente Frank Zobel, qui a rédigé un rapport sur le déferlement de crack à Genève. Fabriqué à base de cocaïne, ce produit est fumé dans une pipe de verre. Son effet est foudroyant. Le reflux des sensations appelle rapidement la prochaine fumette. Cette drogue est consommée en Suisse depuis des années. Mais sa disponibilité a fait un bond. «L'offre a doublé en une année. Elle a créé la demande», résume Nicolas Dietrich, délégué cantonal aux questions liées aux addictions à Fribourg.

Du crack prêt à consommer

Il s'avère que cette explosion a pris un tour exceptionnel à Genève. Cela, à cause d'un crack vendu prêt à l'emploi par des dealers francophones d'origine africaine venus de France. Les «modous», petit vendeur en wolof, ont mis en place un marché basé sur la vente de petites quantités à de



Les petites doses prêtes à la consommation et vendues à bas prix ont fortement accéléré la propagation du crack à Genève. Photo Nils Ackermann, Lundi13

petits prix. Avant, les consommateurs de crack achetaient de la cocaïne dans la rue et du bicarbonate de soude à la Migros, puis ils allaient faire leur cuisine chez eux. Le crack dans sa version discount a accéléré le rythme. Chaque jour, des dizaines de fumeurs s'amassent aux alentours de Quai 9, le local de consommation de drogues de Genève, situé à côté de la gare Cornavin. «Un tiers sont de Genève, un tiers viennent de France, un tiers sont issus de la migration», estime Camille Robert, co-directrice du Groupement romand d'étude des addictions.

En juin, Première ligne, l'association qui gère Quai 9 a fermé ses portes une semaine durant. En cause, les comportements agressifs d'usagers de crack et des bagarres devant ce local. «Des collaborateurs se sont retrouvés au milieu de disputes à l'intérieur des locaux», raconte Thomas Herquel, directeur de l'association. Depuis, la «salle de fume» n'a plus ouvert ses portes aux fumeurs de crack, avec une exception pour les per-

sonnes qui viennent dormir au sleep-in de Quai 9, qui comporte douze lits de camp. Cette fermeture a créé un choc, reconnaît Pascal Dupont, responsable d'Entracte, une structure d'accueil de jour pour personnes toxicomanes basée à Genève. L'explosion percute les structures spécialisées. «Le crack, c'est comme une série d'explosions qui se succèdent rapidement. Pour les usagers, issus d'un public vulnérable et déprimé, tout est ramené à l'instant immédiat, il n'y a plus de perspective temporelle», commente Gérald Thévoz, intervenant psychosocial et spécialiste des addictions. Les consommateurs ne s'alimentent plus, ne boivent plus, ne dorment plus. «Les personnes sous influence n'ont plus conscience de leur entourage social», décrit Gérald Thévoz. Leur état effraie les gens et les liens qu'ils ont avec leur entourage se défont.

«Mon premier objectif, c'est de faire en sorte qu'un usager de drogues qui vient à Entracte revienne une deuxième fois», souligne Pascal Dupont. Ce responsable voit des habitués de longue date rompre le contact. Il faut parfois une hospitalisation pour ouvrir une porte de sortie.

Médicaments à Fribourg

Face à cette crise, le Conseil d'État genevois a déclenché un programme de six millions de francs, qui prévoit notamment une hausse de la présence policière. Le local Quai 9 sera agrandi, le personnel renforcé. De nouvelles places d'accueil de nuit seront proposées aux usagers. L'idée est d'offrir des lieux de répit à ces toxicomanes, dont une partie n'a droit à aucune aide sociale. C'est le cas des consommateurs venus de France, mais aussi de personnes vivant sans toit à Ge-



nève, parmi lesquelles des hommes et des femmes issus de la migration.

Ailleurs en Suisse, le chemin du crack est celui d'un produit «cuisiné» par l'usager et parfois en partie revendu. «L'hyperdisponibilité de la cocaïne est partout», relève Frank Zobel. «Les scènes varient selon les composantes sociales et géographiques», ajoute Nicolas Cloux, directeur de la fondation d'aide aux personnes toxicomanes le Tremplin, à Fribourg. Dans ce canton, les usagers de psychotropes consomment plus qu'ailleurs des médicaments. «Si le crack préfabriqué arrive chez nous, nous profiterons de l'expérience de Genève», indique Nicolas Dietrich, le délégué fribourgeois aux addictions. Ce canton, qui a déjà observé les prémices de cette drogue, a mis en place un groupe de travail dédié à ce produit.

La précarité mise en cause

Le succès du crack en Suisse serait en partie lié à la précarité. «La Suisse se trouve à un point culminant d'une

Thomas Herquel, de l'association «Première ligne», sur son lieu de travail aux allures de clinique, le Quai 9 à Genève. Certains toxicomanes font preuve d'agressivité, confie-t-il. Photo Nils Ackermann, Lundi 13

détérioration des conditions sociales et économiques», estime Hervé Durnat, membre d'une commission cantonale d'experts en matière d'addiction pour le Canton de Vaud. La consommation du crack dans les rues suisses a surpris les professionnels. «Nous pensons que la situation des scènes ouvertes de crack était étrangère à un pays riche comme la Suisse», admet ce spécialiste. Une partie de la

population, déjà en contact avec la drogue ou au bénéfice d'un traitement de substitution, est désormais aspirée par cette drogue. «Nous accueillons des gens qui peuvent être proches de la retraite, souvent malades et qui vivent parfois à l'hôtel. Quelles sont leurs perspectives?», se demande Pascal Dupont. À Genève, les travailleurs sociaux de Quai 9 apportent des bouteilles d'eau et à manger à des consommateurs épuisés, trouvés dans la rue. Des lieux d'accueil d'urgence offrent des moments de répit et des institutions accueillent tant bien que mal des usagers de crack, mais les seuils habituels – par exemple la durée minimale du séjour – sont parfois trop élevés pour ces profils instables. «Le politique veut éviter les abcès de fixation, mais il faut aussi réfléchir aux moyens médicaux et psychosociaux d'accompagner ces personnes», souligne Gérald Thévoz. Ce spécialiste évoque un traitement qui serait basé sur la prescription médicale d'héroïne. Et en effet, les autorités de Zurich, Berne et Lausanne étudient la piste d'une vente régulée de la cocaïne.

Une addiction visible: les accros au crack offrent un spectacle frappant, particulièrement dans les villes, comme ici à Genève. Photo Nils Ackermann, Lundi 13



Un recueil de littérature mondiale

Il y a un an et demi, Charles Linsmayer publiait le riche recueil de littérature suisse «20/21 Synchron». Il lui ajoute à présent un pendant mondial: «19/21 Synchron global».

BEAT MAZENAUER

La Suisse n'est pas le monde, pourrait avoir pensé Charles Linsmayer en regardant sa bibliothèque, concevant ainsi le projet d'un recueil de littérature mondiale. Lequel vient de paraître: il s'agit d'un bel ouvrage, épais, contenant comme son équivalent suisse 135 textes écrits par un tout aussi grand nombre d'autrices et d'auteurs entre 1870 et 2020.

Charles Linsmayer ouvre son livre par un texte puissant, qui témoigne du caractère indispensable et passionné de la littérature: «Comment j'ai découvert les livres», de Richard Wright, extrait du récit «Black Boy» (1945). Wright y raconte ses premières visites à la bibliothèque, et la manière dont, enfant – enfant noir! –, il devait ruser pour pouvoir emprunter des livres, endurant les regards torves pour étancher sa soif de lecture. «Ce monde était si étranger, si nouveau pour moi! Quand j'ai eu fini de lire le livre et que je l'ai refermé, j'ai su que j'y avais trouvé quelque chose d'infinitement important pour ma vie», quelque chose qu'il porterait désormais sur lui «comme un malfaiteur». L'œuvre à laquelle Wright a donné naissance plus tard montre qu'il a surmonté tous ces obstacles pour finalement prendre lui-même la plume.

Une anthologie comme «19/21 Synchron global» n'est pas (obligatoirement) faite pour être lue du début à la fin. Elle invite plutôt à y tracer son propre chemin de lecture selon son envie et son humeur. De l'entrée en matière de Richard Wright, ce chemin peut par exemple mener au débat corrosif qu'Abdulrazak Gurnah met en scène entre des colonialistes pour qui les Africains indigènes sont, dans le meilleur des cas, des sauvages. Puis, comme en réponse à Gurnah, au texte de Toni Morrison sur la patrie et la migration, pour se poursuivre par le complot fomenté contre Hitler par des enfants, chez Carson McCullers, le souvenir ému d'un gamin dans un café maure, par Albert Camus, ou encore le texte de Nelly Sachs, «difficile de dire comment on vit dans la souffrance infinie».

La bibliothèque évoquée par Richard Wright fait cependant aussi écho à la bibliothèque de Hermann Hesse, en tant que gardienne du «monde spirituel», qui doit être préservé surtout en temps de crise. Par sa diversité, «19/21 Synchron global» permet aux lecteurs de

se familiariser avec tous les noms, tous les sujets et toutes les histoires littéraires. L'ouvrage couvre en effet un large horizon: alphabétique, d'Akhmatova à Tsvetaïeva (en allemand: Zwetajewa) – une belle parenthèse formée par ces deux compagnes d'infortune; temporel, de Victor Hugo (*1802) à Chimamanda Ngozi Adichie (*1977) et, dans l'ordre du livre, de Richard Wright – évoqué plus haut – à David Malouf; culturel enfin, puisque les textes proviennent du monde entier. Charles Linsmayer ne choisit pas forcément les textes les plus connus, mais ceux qui s'insèrent doucement dans sa structure thématique.

Les 20 chapitres balayent tous les grands sujets, de la naissance à la mort, de la gravité de la guerre à la cruauté de la satire, englobant des motifs comme la magie, la nature et les animaux. Ce recueil ne prétend ni être exhaustif, ni établir un nouveau canon littéraire.

Charles Linsmayer a rassemblé des textes qui comptent à ses yeux. La subjectivité est une nécessité, écrit-il dans la postface, car face à la pléthore littéraire mondiale, un éditeur «est finalement renvoyé à lui-même, à son expérience de lecteur et à son ressenti personnel».

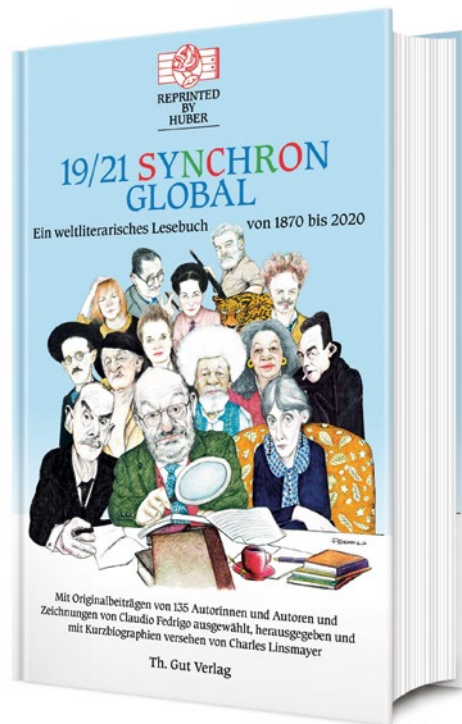
Les courts portraits des autrices et auteurs que contient l'annexe sont eux aussi personnels et pertinents à la fois, chacun étant illustré par un dessin de Claudio Fedrigo. «19/21 Synchron global» est donc aussi une sorte de petit manuel littéraire. Mais il contient surtout de nombreux amuse-bouches passionnants, qui donnent envie de lire les ouvrages dont ils sont extraits. Et, par exemple, pour boucler la

boucle, «Black Boy» de Richard Wright, qui mérite absolument une (re)lecture.

Pour en savoir plus sur la rubrique littéraire de la «Revue Suisse»: revue.link/livres

Depuis des années, Charles Linsmayer est responsable de la rubrique littéraire de la «Revue Suisse», dont nombre de nos lecteurs sont très friands (voir aussi p. 24 de ce numéro). La rédaction vous propose de gagner trois exemplaires du dernier ouvrage de Charles Linsmayer. Pour participer au tirage au sort, il vous suffit d'envoyer un e-mail ayant pour objet «Synchron» à revue@swisscommunity.org. Aucune correspondance ne sera échangée au sujet du tirage au sort.

(MUL)



Charles Linsmayer (éd.): «19/21 Synchron global. Ein weltliterarisches Lesebuch von 1870 bis 2020.» Th. Gut Verlag, Zurich, 2024, 656 pages, env. 40 CHF.

La «Revue Suisse», le magazine des Suisses-ses de l'étranger, paraît pour la 49^e année six fois par an en français, allemand, anglais et espagnol, en 13 éditions régionales, avec un tirage total de 431 000 exemplaires, dont 253 000 électroniques.

Les nouvelles régionales de la «Revue Suisse» paraissent quatre fois par an.

La responsabilité du contenu des annonces et annexes publicitaires incombe aux seuls annonceurs. Ces contenus ne reflètent pas nécessairement l'opinion de la rédaction ni celle de l'organisation éditrice.

Tous les personnes enregistrées auprès d'une représentation suisse reçoivent le magazine gratuitement. Les personnes non inscrites auprès d'une représentation suisse en tant que Suisses-ses de l'étranger peuvent s'abonner (prix pour un abonnement annuel: Suisse, CHF 30.–/Étranger, CHF 50.–).

ÉDITION EN LIGNE
www.revue.ch

DIRECTION ÉDITORIALE
Marc Lettau, rédacteur en chef (MUL)
Stéphane Herzog (SH)
Theodora Peter (TP)
Susanne Wenger (SWE)
Paolo Bezzola (PB, représentant DFAE)

PAGES D'INFORMATIONS OFFICIELLES
DU DFAE
La responsabilité éditoriale de la rubrique «Nouvelles du Palais fédéral» est assurée par la Direction Consulaire, Innovation et Partenariats, Effingerstrasse 27, 3003 Berne, Suisse.
kdip@eda.admin.ch | www.eda.admin.ch

ASSISTANTE DE RÉDACTION
Nema Bliggenstorfer (NB)

TRADUCTION
SwissGlobal Language Services AG,
Baden

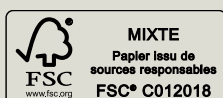
DESIGN
Joseph Haas, Zurich

IMPRESSION
Vogt-Schild Druck AG, Derendingen

ÉDITRICE
La «Revue Suisse» est éditée par l'Organisation des Suisses de l'étranger (OSE). Adresse postale de l'édition, de la rédaction et du sponsoring: Organisation des Suisses de l'étranger, Alpenstrasse 26, 3006 Berne.
revue@swisscommunity.org
Tél. +41 31 356 61 10
Coordonnées bancaires:
CH97 0079 0016 1294 4609 8 / KBBECH22

CLÔTURE DE RÉDACTION DE CETTE ÉDITION
13 décembre 2023

CHANGEMENT D'ADRESSE
Veuillez communiquer tout changement à votre ambassade ou à votre consulat. La rédaction n'a pas accès à vos données administratives.



Suisse sédentaire, Suisse ombragée



9,5 %

Les Suisses sont devenus plus sédentaires, ou moins mobiles: le nombre de déménagements a en effet atteint un de ses niveaux les plus bas depuis longtemps. Seule 9,5 % de la population a déménagé en 2022. La raison de cet immobilisme est simple: le marché compte actuellement peu de logements à louer. Et ils coûtent, pardonnez l'expression, la peau des fesses. Source: Office fédéral de la statistique

15

Il se passe des choses incroyables à l'ombre des grands titres des médias: la Suisse s'enfonce. Plusieurs régions ont perdu jusqu'à 15 centimètres en quelques années. C'est le cas, par exemple, de la plaine de la Linth (GL). Mais les experts nous rassurent: les zones touchées sont avant tout celles qui ont été drainées à grande échelle au XIX^e et au XX^e siècles. Les corrections de cours d'eau de l'époque ont des effets jusqu'à ce jour. Source: Swisstopo

106

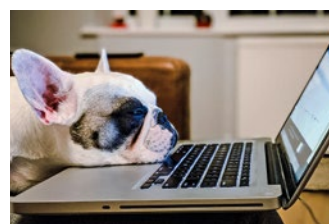
Certaines localités ont beau être charmantes, personne ne souhaite s'y installer en ce moment. C'est que le soleil n'y brille jamais en hiver. Ainsi, Emmetten (NW) se trouve depuis le 30 octobre à l'ombre des montagnes qui l'entourent, et le restera jusqu'au 13 février 2024. Il s'agit là de 106 jours d'ombre, soit plus d'un quart de l'année. En Suisse, bien des localités sont ainsi dans l'ombre, par exemple Cadenazzo (TI), Glis (VS), Hergiswil (NW), Oberterzen (SG) ou encore Vicosoprano (GR). Source: MétéoSuisse

287

À propos d'eau: voici une bonne nouvelle! La consommation d'eau potable a baissé de 21 % en Suisse depuis 1990. Aujourd'hui, on n'en consomme plus que 287 litres par personne. Petite précision: 287 litres... par jour. Voilà qui relativise le côté positif de la nouvelle. Source: Office fédéral de la statistique

44 %

En Suisse aussi, il existe des sondages et des études à propos de presque tout. Ainsi, d'après une étude récente basée sur l'hypothèse que les animaux domestiques rendent heureux, 44 % des Suisses peuvent emmener leur chien au travail. Et 70 % des sondés considèrent cette faveur comme l'expression d'une culture d'entreprise progressiste. Soit dit en passant, la commanditaire de l'étude vend aussi de la nourriture pour chiens. Source: Mars Suisse/iVox



RECHERCHE DES CHIFFRES: MARC LETTAU

Des décisions capitales pour la prévoyance vieillesse

Les bénéficiaires de rentes AVS recevront-ils plus d'argent? Ou est-ce que tout le monde devra travailler plus longtemps pour que les générations futures puissent elles aussi compter sur une rente assurée? Le 3 mars 2024, les Suisses voteront sur deux initiatives très opposées concernant la prévoyance vieillesse.

THEODORA PETER

En Suisse, une rente AVS s'élève au maximum à 2450 francs par mois. Mais la moyenne des rentes versées est inférieure, puisqu'elle se monte à environ 1800 francs. Même les personnes qui disposent d'un 2^e, voire d'un 3^e pilier de la prévoyance vieillesse à côté de l'AVS doivent donc le plus souvent se serrer la ceinture à la retraite. À cela s'ajoute le fait que les coûts des primes d'assurance-maladie, des loyers ou de l'électricité continuent d'augmenter. Selon l'Union syndicale suisse (USS), cette baisse du pouvoir d'achat équivaldra à une rente AVS mensuelle complète d'ici la fin de 2024. L'USS a donc lancé l'initiative «Mieux vivre à la retraite» pour exiger le versement d'une 13^e rente AVS. Cela correspond à une augmentation des rentes de 8,3 %.

Des doutes quant au financement

Une telle augmentation aurait cependant un prix: le Conseil fédéral prévoit, en cas d'acceptation de l'initiative, une hausse des dépenses pour l'AVS de près de 5 milliards de francs en 2032. Pour le gouvernement et la majorité du Parlement, ce surcoût n'est pas viable. Les opposants à l'initiative arguent que même sans ce supplément de rente, l'AVS risque de se retrouver en difficulté financière à long terme. Cela est dû à la génération du baby-boom: les très nombreuses naissances enregistrées entre 1946 et 1964 continueront de faire augmenter ces prochaines années le nombre de nouvelles rentes qui devront être financées par les caisses de l'AVS.

Pour les auteurs de l'initiative, ces avertissements ressemblent à des «scénarios catastrophes»: «L'AVS est en bonne santé», constate l'USS, qui renvoie aux perspectives financières

de la Confédération, selon lesquelles l'AVS réalisera ces prochaines années un excédent annuel d'environ 3 milliards de francs. Ainsi, sa fortune augmentera à 67 milliards de francs d'ici 2030: c'est environ 20 milliards de plus qu'aujourd'hui, souligne l'USS.

Tandis que le Conseil fédéral et les partis bourgeois rejettent l'introduction d'une 13^e rente AVS, le projet semble recueillir la sympathie du peuple. Dans un sondage de l'institut de recherche Sotomo, réalisé au dé-

but de l'automne 2023, pas moins de 71 % des personnes interrogées se disent favorables à ce supplément de rente. Les chercheurs notent que cette opinion ne se retrouve pas que dans l'électorat de gauche, mais aussi dans celui de droite. Une victoire des syndicats et de la gauche en matière de politique sociale dans les urnes serait un revers amer pour le camp bourgeois, quatre mois après le glissement à droite observé aux élections nationales («Revue» 6/2023). Ces premiers résultats de sondage sont toutefois à prendre avec prudence: les avis peuvent encore changer au cours de la campagne de votation. De plus, les initiatives devront rassembler dans les urnes non seulement la majorité des votants, mais aussi la majorité des cantons. L'expérience montre qu'il s'agit là d'un obstacle difficile à franchir.

Les Jeunes PLR veulent repousser l'âge de la retraite

Le deuxième objet relatif à l'AVS sur lequel le peuple devra se prononcer le 3 mars est issu du camp bourgeois et va dans une tout autre direction. L'initiative «Pour une prévoyance vieillesse sûre et pérenne», lancée par les Jeunes Libéraux-Radicaux, entend en effet élever progressivement l'âge de la retraite pour tous de 65 à 66 ans d'ici 2033, puis de le repousser encore en l'indexant sur l'espérance de vie. L'AVS économiserait ainsi plusieurs milliards de francs, au bénéfice des futures générations: si tout le monde travaille plus longtemps, avancent les auteurs de l'initiative, même les plus jeunes pourront compter un jour sur une rente assurée.

L'élévation générale de l'âge de la retraite pourrait toutefois avoir du mal à s'imposer dans les urnes. 67 %

Aperçu des votations du 3 mars 2024

13^e rente AVS: l'initiative «Mieux vivre à la retraite» de l'Union syndicale suisse (USS) exige que la rente AVS soit versée 13 fois par an, et non plus 12 comme à présent. Cela correspond à une augmentation des rentes de 8,3 %. En cas d'acceptation du projet, la Confédération s'attend à une hausse des dépenses qui atteindrait environ 5 milliards de francs en 2032. Le Conseil fédéral et la majorité du Parlement recommandent par conséquent au peuple de voter non.

Élévation de l'âge de la retraite: avec l'initiative «Pour une prévoyance vieillesse sûre et pérenne», les Jeunes Libéraux-Radicaux veulent augmenter progressivement l'âge de la retraite pour tous à 66 ans d'ici 2033, puis le repousser encore en l'indexant sur l'espérance de vie. Cela permettrait à l'AVS de faire plusieurs milliards de francs d'économies. Le Conseil fédéral et la majorité du Parlement recommandent au peuple de voter non. (TP)



Une photo qui a elle-même dépassé l'âge de la retraite: un facteur verse sa rente à une dame dans une cage d'escalier (1955). Aujourd'hui, le paiement de l'AVS s'effectue de manière moins personnelle et plus discrète.
Photo Keystone

des personnes sondées par Sotomo rejettent le projet. Seuls les sympathisants du PLR sont favorables à l'initiative de leur jeune parti. La gauche et les Verts, mais aussi le Centre et les Vert'libéraux, y sont opposés. La droite conservatrice de l'UDC ne divulguera sa position concernant les deux votations relatives à l'AVS que le 27 janvier, après la parution de ce numéro de la «Revue».

Mais même si le peuple disait non le 3 mars, l'idée d'indexer l'âge de la retraite sur l'espérance de vie, qui augmente, ne serait pas complètement enterrée. Le Parlement avait déjà chargé le Conseil fédéral d'élaborer d'ici à 2026 un projet de loi pour stabiliser la situation financière de l'AVS pour la période 2030 à 2040. La

discussion portant sur l'élévation de l'âge de la retraite reviendra donc sur le tapis au plus tard à ce moment-là.

Avec la dernière réforme de l'AVS acceptée par le peuple en septembre 2022, le financement du système de retraite est assuré jusqu'en 2030. Les femmes devront travailler un an de plus – jusqu'à 65 ans au lieu de 64 comme jusqu'ici. Le projet n'a été accepté que de justesse dans les urnes. Cette dernière réforme prévoit également une augmentation de la taxe sur la valeur ajoutée, qui offrira des recettes supplémentaires à l'AVS.

Confrontation autour du 2^e pilier en juin

Au mois de juin, les citoyens devront une nouvelle fois se prononcer sur la

prévoyance vieillesse. Cette votation concernera cette fois le 2^e pilier, c'est-à-dire les rentes issues des cotisations des salariés à la caisse de pension de leur employeur. Les syndicats ont lancé un référendum contre la réforme décidée par le Parlement. Selon eux, ce paquet entraînera une baisse des rentes et défavorisera une fois de plus les femmes aux revenus faibles. Après la confrontation autour de l'AVS en mars, la votation suivante représentera ainsi un nouveau test pour l'État social.

Liens vers les deux initiatives sur l'AVS:
www.avsx13.ch
www.sauver-les-rentes.ch

Le ministre de l'énergie Albert Rösti douche les espoirs des amis de l'atome

Après la catastrophe de Fukushima, l'énergie atomique a longtemps été taboue en Suisse. Puis, la crainte d'une pénurie d'électricité a redonné des ailes aux partisans de la construction de nouvelles centrales. Avant que ne se lèvent à nouveau des vents contraires, venus de là où on ne les attendait pas.

CHRISTOF FORSTER

Les partisans de l'énergie atomique se sont frotté les mains quand, au début de l'année 2023, Albert Rösti (UDC) a succédé à Simonetta Sommaruga (PS) à la tête du Département de l'énergie. Albert Rösti était l'un des leurs: contre la transition énergétique et pour la construction de nouvelles centrales, une urgence à leurs yeux. Mais leurs espoirs devaient être déçus.

Interdiction de construire de nouvelles centrales

Depuis longtemps déjà, le lobby du nucléaire affirmait que l'approvisionnement en électricité de la Suisse ne pouvait pas fonctionner sans centrales nucléaires. Mais personne ne

l'écoutait. Après la catastrophe de Fukushima (2011), l'énergie atomique, déjà décriée auparavant, avait définitivement perdu tout attrait. En 2017, les Suisses approuvaient la «Stratégie énergétique 2050», et avec elle, le développement progressif des énergies renouvelables et l'interdiction de construire de nouvelles centrales nucléaires. Indirectement, cette décision a favorisé le débranchement de la centrale de Mühleberg (BE), qui est en cours de démantèlement. Une opération au cours de laquelle la Suisse acquerra une expérience précieuse.

La lente avancée des alternatives

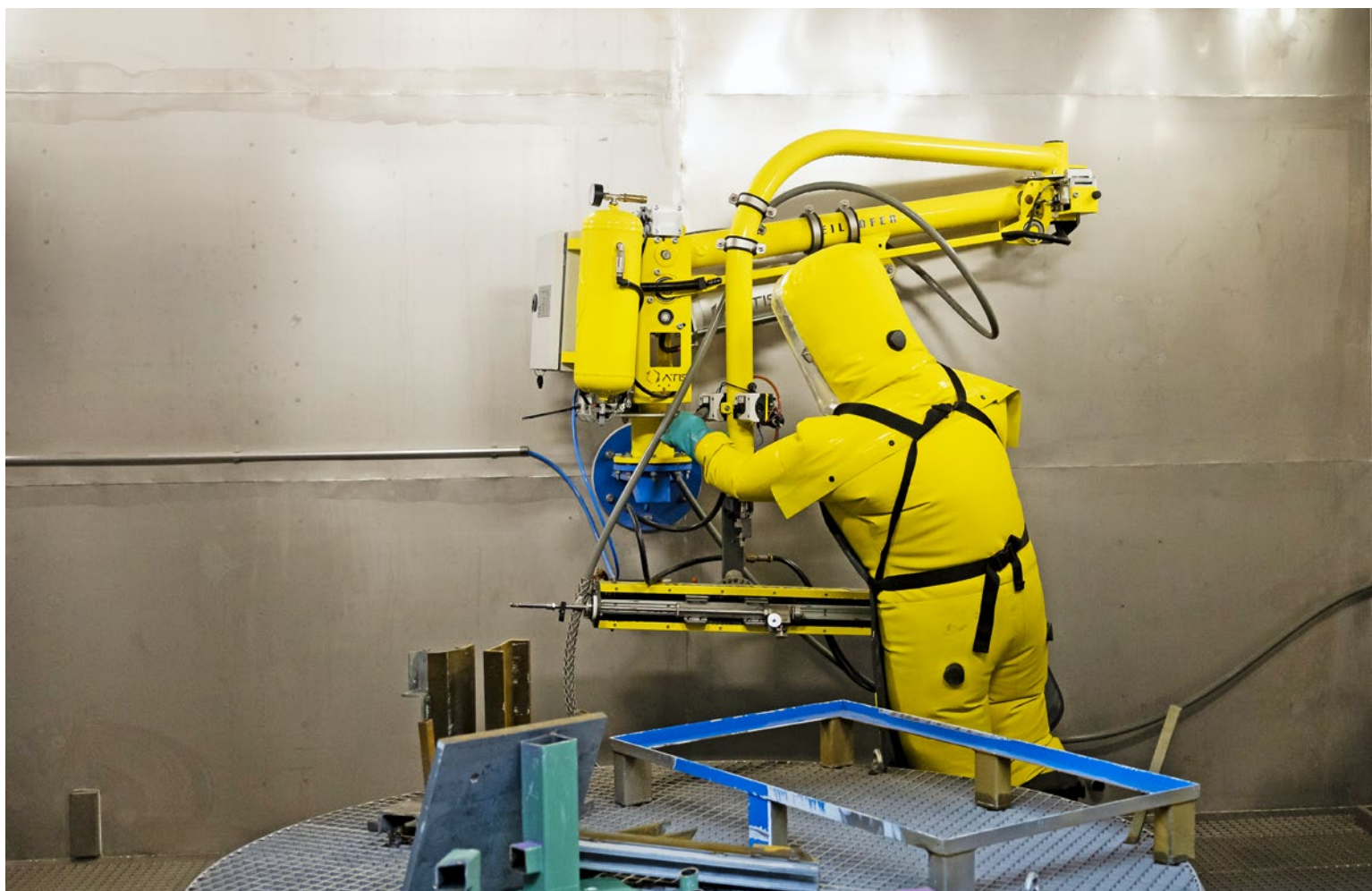
Cependant, le développement prévu des installations photovoltaïques et éoliennes n'a jamais vraiment avancé.

Actuellement, la Suisse acquiert de l'expérience non dans la construction, mais dans le démantèlement des centrales nucléaires: ici, le démontage de la centrale de Mühleberg, mise à l'arrêt.

Photo Keystone

L'électricité ne manquant pas, le Parlement n'a pas été poussé à accroître son soutien aux énergies renouvelables. La première alarme n'a pas tardé. À l'automne 2021, plus de quatre ans après la votation sur la sortie du nucléaire, la Confédération publiait une étude alertant contre de possibles «pénuries d'électricité». Certes, l'étude décrivait le pire des scénarios. Mais la nouvelle effrayait les cercles politiques et la population.

L'Union démocratique du centre (UDC), parti conservateur de droite, alors déjà opposée à la transition énergétique, fustigeait la «politique à la petite semaine» du Conseil fédéral et réclamait à cor et à cri la construction de nouvelles centrales nucléaires face au risque de pénurie. Le lobby du nucléaire se réorganisait lui aussi,



et un nouveau visage émergeait dans la grisaille des amis de l'atome: Vanessa Meury, 26 ans. Elle préside le Club Énergie Suisse, qui défend «une politique énergétique réaliste et durable». À l'automne 2021, elle déclarait aux journaux de Tamedia: «Je



crois que l'état d'esprit des Suisses changera en notre faveur.» Son plaidoyer pour un renforcement du nucléaire faisait mouche. L'objectif du Club? Faire annuler l'interdiction de construire de nouvelles centrales. Pour ce faire, il a lancé une initiative populaire intitulée «Stop au blackout».

La crise déclenchée par l'invasion russe

La crise énergétique européenne déclenchée par l'invasion russe en Ukraine donnait un surcroît d'élan aux partisans de l'atome. La pénurie d'électricité en hiver devenait désormais un scénario réaliste en Suisse. La Confédération et les cantons élaboraient des plans de crise, réglant parcimonieusement l'utilisation de l'électricité. La ministre de l'énergie appelait les citoyens à faire des économies en cuisine et à prendre des douches à plusieurs. Nombre d'entre eux écarquillaient les yeux, se demandant comment un pays où l'électricité coulait à flot depuis des décennies pouvait en arriver là.

Finalement, la Suisse passait l'hiver 2022/2023 sans trop de mal, no-

Albert Rösti avant qu'il ne change de camp: lorsqu'il présidait le parti de l'UDC, il luttait en première ligne contre la politique énergétique du Conseil fédéral, comme ici, lors du dépôt du référendum contre la loi sur l'énergie.

Photo d'archive 2017, Keystone

tamment grâce à la météo clémente et à la substitution du gaz russe par d'autres sources. Le Parlement prenait la situation au sérieux et donnait un coup d'accélérateur aux énergies renouvelables. Et les partisans de l'atome redevenaient définitivement fréquentables. C'est que les débats sur l'approvisionnement, désormais, prenaient un tour concret. Avec l'électrification des transports et du chauffage, les besoins en électricité augmenteront massivement. De plus, il faudra remplacer les centrales nucléaires existantes, qui fournissent un tiers de la production d'électricité annuelle.

Albert Rösti surprend le lobby du nucléaire

Tout semblait prêt pour l'entrée en scène du partisan de l'atome qu'est Albert Rösti. Or, surprise: le nouveau ministre de l'énergie a tiré la prise. «Cette discussion est désormais vaine, voire contre-productive», a-t-il déclaré en septembre 2023 dans la «Neue Zürcher Zeitung» (NZZ), précisant qu'il n'avait nulle envie de relancer le débat sur le nucléaire et qu'il fallait à présent mettre en œuvre la stratégie énergétique décidée par le peuple.

Albert Rösti se concentre donc sur le développement de la production électrique pour les cinq à dix ans à venir. Selon lui, la Suisse aura un besoin urgent d'électricité supplémentaire durant cette période. Et reparler de nouvelles centrales nucléaires torpillerait dangereusement ces efforts. D'autant plus que celles-ci ne résoudraient pas les problèmes à court terme. Les experts prévoient que l'autorisation et la construction d'une nouvelle centrale prendrait près de 20 ans.

Le rêve d'une centrale au thorium

Tandis que le ministre UDC tire la prise, d'autres voudraient la rebrancher immédiatement. L'entreprise ge-

nevoise Transmutex met au point une centrale nucléaire fonctionnant sans uranium, capable même de détruire les déchets des anciens réacteurs. Maurice Bourquin, ancien recteur de l'Université de Genève et ancien président du Conseil du Cern, participe au projet. Il a récemment demandé au Conseil fédéral d'examiner la réalisation d'un réacteur au thorium.

Une telle centrale utilise du thorium comme combustible à la place de l'uranium. Et les déchets radioactifs qu'elle générerait, en bien moindre quantité qu'une centrale usuelle, ne rayonneraient d'après les estimations «que» quelques centaines d'années. En revanche, il faut s'attendre à une production de chaleur et de rayons gamma très intenses. Les déchets devraient être refroidis pour être enfouis en toute sécurité, ce qui comporte certaines incertitudes.

Les sites des centrales, des batteries géantes?

Parallèlement, des idées circulent sur la façon dont les sites des réacteurs arrêtés pourraient être «recyclés». Ainsi, les Vert'libéraux proposent d'y construire des accumulateurs d'électricité pour se prémunir contre les pénuries. Les producteurs d'énergie sont ouverts à cette idée, mais rappellent que les sites des anciennes centrales ne peuvent être utilisés à d'autres fins que 15 ans après l'arrêt de celles-ci.

Albert Rösti n'entend du reste pas tirer la prise des centrales nucléaires encore en activité, au contraire. Il ne doit pas y avoir de deuxième «affaire Mühleberg», a-t-il déclaré à la NZZ. En cas d'urgence, l'État devrait même intervenir, d'après lui, pour que les centrales puissent fonctionner plus longtemps. Leur durée d'exploitation est actuellement estimée à 60 ans ou plus.

Pour en savoir plus sur l'énergie nucléaire, ses déchets et leur élimination: [revue.link/deponie](https://www.revue.link/deponie)

«J'ai le sentiment, bien plus fort qu'avant, que chaque concert possède une force intérieure»

Après 20 ans d'une carrière de haut vol, la violoncelliste virtuose suisse Sol Gabetta déborde toujours d'énergie. Et elle se préoccupe de la relève.



SOL GABETTA & PATRICIA KOPATCHINSKAJA:
Sol & Pat, Alpha 2021

Sol Gabetta vient d'enchaîner 16 concerts en un mois, son fils l'attend à la maison, et nous avons une foule de questions à lui poser. Cela ne pose pas de problème à la violoncelliste de 42 ans, qui a derrière elle 20 ans de carrière internationale. Elle semble déborder d'énergie et avoir à cœur d'exprimer sa vision des choses.

Jouer du violoncelle lui donne encore et toujours une énergie folle: «J'étais très fatiguée quand je suis rentrée chez moi la semaine dernière, mais aussi en forme qu'une sportive, parce que j'avais pratiqué mon instrument tous les jours», dit-elle. Elle est en tout cas parvenue à un nouveau stade de sa recherche artistique, et cela n'a rien à voir

avec le fait que son fils ait aujourd'hui six ans: «Aujourd'hui, je ne recherche plus la quantité, mais davantage de qualité, et mon seul désir est d'améliorer mon approche des chefs-d'œuvre de la musique. Cela n'est pas tant dû à mon âge qu'à mon expérience artistique. Les tournées ne sont pas moins prenantes qu'auparavant, mais j'ai aussi une belle vie de famille.»

Lorsqu'elle rejoue le Concerto pour violoncelle de Robert Schumann, par exemple, comme au printemps en tournée avec le chef d'orchestre estonien Paavo Järvi, qui dirige l'Orchestre de la Tonhalle de Zurich, elle constate une évolution: «Le chef et l'orchestre doivent me correspondre; ils doivent aussi vouloir atteindre quelque chose. Sans quoi je n'accepte plus ces concerts. Il y a des œuvres que je ne joue pas pendant des années, parce qu'il me semble que je ne peux rien leur apporter. Je dois préserver ma joie intérieure, continuer à considérer chaque concert comme une expérience.» Ainsi, elle apprécie encore davantage son métier: «J'ai le sentiment, bien plus fort qu'avant, que chaque concert possède une force intérieure. Et j'ai pris conscience de tout ce qui se cache derrière. Je souhaite que chaque représentation soit unique. Je m'intéresse aussi aux détails, et jusqu'aux jeux de lumière que nous expérimentons au festival de la Pentecôte à Lugano. C'est un privilège, un cadeau pour lequel j'éprouve de la reconnaissance.»

Outre Paris, Bâle et Olsberg restent des lieux chers à la musicienne, citoyenne suisse depuis 2018. À Olsberg, elle possède son propre festival, qui a désormais des antennes à Rheinfelden et à St. Peter, en Allemagne. Les nombreux amis de l'église enchantée d'Olsberg peuvent toutefois être tranquilles, car Olsberg restera le cœur du festival. Et la violoncelliste s'oppose aussi aux projets d'extension de l'événement, bien que l'idée refasse régulièrement surface en raison de l'immense succès qu'il rencontre.

En revanche, Sol Gabetta serait intéressée par la création d'une académie pour les jeunes musiciens, ayant remarqué dans son festival à quel point il est difficile de vendre des billets dans la catégo-



rie «jeunes artistes». Mais le festival y tient. Avant, les choses étaient différentes, dit-elle: «Quand vous m'avez découverte en 2001 à Lucerne, ce type de concerts faisait le plein: les gens étaient plus curieux des jeunes artistes. J'ai eu la chance d'arriver dans la musique classique à ce moment-là. Aujourd'hui, ce serait plus difficile, car les gens sont moins curieux. Ils font moins confiance aux organisateurs des festivals pour ce qui est de trouver des talents.» Qu'est-ce qui pourrait changer cela? Il est difficile de répondre à

Zep demande à Titeuf de sauver la planète



ZEP
«Titeuf 18
– Suivez la mèche»
Éd. Glénat,
48 pages, 19.00 CHF

Né en 1993, le personnage de Titeuf n'a guère changé. C'est toujours un garçon de dix ans – il en avait huit au début – avec une mèche de cheveux rebelle sur son crâne d'œuf. En revanche, le monde qui l'entoure a été bouleversé. Dans «Suivez la mèche», 18e tome de la série, les jeux d'enfance de Zep ont été décimés par le smartphone. Avant, «on grimait aux arbres, on dévalait les grands boulevards et on attirait l'attention des passants en faisant les clowns», raconte la grand-mère de Titeuf à son petit-fils. Ce monde, c'était aussi celui de Zep, qui montre désormais des rues envahies de SUV et des foules la tête baissée sur des téléphones portables. À cause de ses résultats insuffisants en math, Titeuf n'en a pas encore reçu un. «Suivez la

mèche» est imprégné par deux motifs: la dégradation de notre environnement et l'impact des écrans. «Quand je serai grand, je serai un influenceur du slip et je pourrai réparer les bêtises des adultes (...) et réduire le bilan carbonique», résume Titeuf sur la quatrième de couverture. Comme dans chaque Titeuf, la BD exprime le regard des enfants sur le monde. Les gags de «Suivez la mèche» abordent des sujets difficiles. Ainsi Manu, ami de Titeuf, se fait-il aborder sur TikTok par une jolie Emma. Hélas, l'image cache un «pédophile du slip», découvriront les deux amis. «Mais moi, je suis ton vrai copain», le rassure Titeuf. Le garçon à la mèche rebelle a plus ou moins laissé tomber l'idée de conquérir Nadia. Il s'est rapproché de Ramatou, qui est végétarienne. Ne pas manger de viande? Un geste de rébellion de la part des petits face au saccage de l'environnement par les grands, déclare Zep. En matière amoureuse, le dessinateur genevois a proposé à Titeuf une autre option: Thérèse. Cette fille un peu hors du monde énerve notre héros, car elle répond toujours à côté. Elle l'intrigue aussi un petit peu. En tout cas, Zep avoue avoir un faible pour ce personnage! Notamment parce que Thérèse n'a pas besoin de «followers». «Suivez la mèche» peut plaire aux adultes. Zep y parle aussi des questions de genre. Le fait d'embrasser son image dans un miroir pour s'exercer fait-il de Titeuf un homosexuel, un auto-sexuel ou un double-sexuel? Telle est la question. Le rôle du père est abordé dans une planche hilarante, où le papa de Titeuf fait tout ce qu'il dit à son fils de ne pas faire. Zep n'a pas pu sauver le monde. Le futur est entre les mains de Titeuf.

STÉPHANE HERZOG

cette question, note la musicienne, mais il faudrait imaginer un format dans lequel les gens pourraient retrouver cette puissance de la découverte. «Et peut-être que les artistes devraient faire plus de publicité pour leurs propres concerts, comme c'était le cas il y a 100 ans. Les jeunes doivent sans doute soigner davantage leur présentation.» Et peut-être bien qu'ils devraient avoir foi en la longue expérience de la jeune Sol Gabetta.

CHRISTIAN BERZINS

Un champignon atomique sur la plaine de la Linth

Dans un roman publié en 1941, l'écrivain glaronnais Rudolf Kuhn imagine une explosion nucléaire sur la partie supérieure du lac de Zurich.



Rudolf Kuhn
(1905 – 1958)

CHARLES LINSMAYER

En 1934, sur la couverture du livre «Die Jostensippe. Roman aus der Gegenwart» [Le clan des Josten. Roman du temps présent], on lisait ceci: «L'industrie contre la paysannerie, la machine contre l'être humain, le livre d'un poète et d'un demiurge». Jörg Jost, rejeton d'une vieille famille glaronnaise, se débat entre les forces contradictoires de ses héritages paternel et maternel, s'oppose ardemment à l'ère des machines et décide de revenir au mode de vie paysan de ses ancêtres, fidèle au clan et à la terre. Ce choix est acclamé au sein du Troisième Reich, qui vient de naître. Et, en 1935, même le «bureau du Reich pour la promotion de la littérature allemande» estime que le roman de l'architecte et écrivain glaronnais Rudolf Kuhn, né le 16 octobre 1885 à Netstal et mort le 23 février 1958 à Zurich, est «remarquable». Et ce, bien que «le moment érotique» ne lui paraisse «pas toujours très sain, mais maladif à certains égards». Quant à Eduard Korrodi, il parle dans la NZZ d'une grande fresque suisse, puissamment mise en scène.

«Les forces vives de la jeunesse»

En 1937, Rudolf Kuhn rejoint l'équipe d'architectes de l'Exposition nationale de 1939 et, après l'inauguration de celle-ci, se réfugie sur un alpage de l'Entlebuch pour y écrire son deuxième et dernier roman. Il paraît en 1941 aux éditions Eugen Rentsch à Erlenbach (ZH) (comme le premier), est intitulé «Junge Kräfte grünen» [Les forces vives de la jeunesse], et les censeurs national-socialistes, dont le verdict n'est pas connu, ont dû s'en donner à cœur joie. Scènes d'amour dans un entrepôt de grain et sur la terre nue, filles «aux larges hanches» montant à cheval nues dans la nature, femmes qui consi-

dèrent l'enfantement comme un acte religieux. S'il y a un livre suisse de cette époque qui corresponde en tous points à l'idéal «du sang et du sol» du Troisième Reich par sa mythification de la nature, son culte de la fécondité et de l'héroïsme, c'est bien celui-là, ce roman soutenu par des fonds de la Confédération suisse!

«Prenez garde, prêchait Simon, que la quiétude de vos campagnes ne soit détruite par le vacarme du monde et que la frénésie de la guerre ne déferle sur vous, avec la soif d'argent et de pouvoir. Veillez à ce que le fracas des machines ne couvre pas le chant des alouettes, et l'appel de la luxure, les joyeux cris de la jeunesse!»

Extrait de: Rudolf Kuhn, «Junge Kräfte grünen». Roman. Éditions Eugen Rentsch, Erlenbach 1941. Épuisé.

Cependant, cette œuvre à l'atmosphère dense, loin de donner une impression de dilettantisme, montre aussi l'étrange fascination que peut exercer, malgré tout, ce type de romantisme de la fécondité enrobé de mysticisme et poussé jusqu'au grandiose. Un sentiment encore renforcé chez le lecteur d'aujourd'hui, trop facilement irrité par ce livre, par le fait que Rudolf Kuhn se montre très habile pour opposer les forces mater-

nelles de la terre et de la nature, célébrées et victorieuses à la fin, à la civilisation technique moderne dans les plus effroyables de ses conséquences négatives.

La force atomique comme un désastre du progrès technique

L'explosion d'une bombe atomique dans la plaine de la Linth, trois ans après la première fission d'uranium par Otto Hahn et cinq ans avant Hiroshima, décrite avec une puissance visionnaire et un savoir technique souverain, est ainsi l'élément le plus étonnant de ce roman extrêmement problématique, mais dangereusement fascinant, issu de la période la plus sombre de la Deuxième Guerre mondiale.

«Par la fenêtre entra un prodigieux flot de lumière, le sol oscilla comme lors d'un tremblement de terre, puis le tonnerre éclata sur la terre comme si elle se fendait.» Effarés, les survivants ont les yeux rivés à l'horizon, sur le champignon atomique qui, bientôt, retombera sur eux sous la forme de pluie de cendres. Le cœur de l'explosion se situe près de la mystérieuse fabrique d'armes de l'ingénieur Christian Unger. Lequel survit comme par miracle à l'enfer, caché dans une galerie souterraine. Son épouse Gertrud, véritable incarnation des forces curatives de la nature, succombe quant à elle aux effets tardifs de l'explosion (la radioactivité), mais parvient encore, auparavant, à soigner son mari et à le convaincre de n'utiliser à l'avenir l'énergie nucléaire que de manière pacifique.

BIBLIOGRAPHIE: les romans de Rudolf Kuhn ne se trouvent plus que chez les bouquinistes ou dans les bibliothèques. Ils n'ont jamais été traduits en français.

CHARLES LINSMAYER EST SPÉCIALISTE EN LITTÉRATURE ET JOURNALISTE À ZURICH

La Suisse en poche

SwissInTouch.ch
L'application pour la communauté des Suisses de l'étranger



swissintouch.ch



Votations fédérales

Le Conseil fédéral décide des objets au moins quatre mois à l'avance.

Lors de sa séance du 25 octobre 2023, le Conseil fédéral a décidé de soumettre les objets suivants à la votation populaire du 3 mars 2024:

- Initiative populaire du 28 mai 2021 «Mieux vivre à la retraite (initiative pour une 13e rente AVS)» (FF 2023 781);
- Initiative populaire du 16 juillet 2021 «Pour une prévoyance vieillesse sûre et pérenne (initiative sur les rentes)» (FF 2023 1520)

Vous trouverez toutes les informations sur les objets soumis au vote (brochure explicative, recommandations du Parlement et du Conseil fédéral, etc.) sur www.admin.ch/votations ou dans l'application VoteInfo.



Initiatives populaires

La liste des initiatives populaires en suspens est disponible sur www.bk.admin.ch > Droits politiques > Initiatives populaires > Initiatives en suspens



Information

Annoncez **vos/votre adresse(s) e-mail et numéro(s) de téléphone portable** et/ou leur changement à votre représentation suisse, et inscrivez-vous via le guichet en ligne (sur le site internet du DFAE www.eda.admin.ch ou via www.swissabroad.ch) afin de choisir votre mode de livraison pour la «Revue Suisse» ou d'autres publications. En cas de problème lors de l'inscription, contactez votre représentation.

L'édition actuelle de la «Revue Suisse» et les numéros précédents sont consultables sur www.revue.ch/fr, où ils peuvent être imprimés. La «Revue Suisse» (ou «Gazzetta Svizzera» en italien) est distribuée gratuitement à tous les foyers de Suisses de l'étranger sous forme électronique (par e-mail) ou imprimée. L'application «Swiss Review» est également disponible pour iOS/Android.

Comment acquérir la nationalité suisse depuis l'étranger?

Les personnes de nationalité étrangère qui, en raison de leur environnement familial, sont étroitement liées à la Suisse, peuvent, selon l'actuelle loi sur la nationalité suisse et sous certaines conditions, déposer leur demande de naturalisation auprès de leur représentation suisse à l'étranger.

Dans certains pays, la nationalité s'acquiert lors de la naissance dans le pays, à savoir par le droit du sol («ius solis»): par ex. aux États-Unis, au Canada, en Australie ou dans certains États d'Amérique du Sud. La Suisse, quant à elle, connaît l'acquisition de la nationalité par filiation paternelle ou maternelle, c'est-à-dire par le droit du sang («ius sanguinis»), quel que soit le lieu de naissance.

La loi fédérale sur la nationalité suisse entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2018 et son ordonnance ont été adaptées aux besoins d'une société en mutation. Pour pouvoir déposer une demande de naturalisation depuis l'étranger, la personne requérante doit remplir certaines conditions dont des liens étroits avec la Suisse. Le dépôt d'une demande auprès d'une représentation suisse à l'étranger constitue la première étape de la procédure de naturalisation. Vous trouverez ci-après quelques exemples de situations qui pourraient vous être utiles dans vos démarches.

J'ai épousé une personne suisse. Quand et sous quelles conditions puis-je obtenir la nationalité suisse?

Pour autant que vous viviez depuis six ans en union conjugale stable avec votre conjoint suisse et que vous entreteniez des liens étroits avec la Suisse, vous pouvez déposer une demande de naturalisation selon l'article 21 alinéa 2 de la loi sur la nationalité suisse auprès de votre représentation suisse. Votre conjoint suisse doit avoir eu la nationalité suisse au moment du mariage ou l'avoir acquise ensuite par une réintégration ou une naturalisation facilitée fondée sur la filiation d'un père ou d'une mère suisse.

Si le mariage a eu lieu avant le 1^{er} juillet 2022, la durée d'un éventuel partenariat enregistré antérieur peut être prise en compte dans la durée du mariage. En cas de mariage après le 1^{er} juillet 2022, la durée du partenariat enregistré antérieur ne peut pas être prise en compte comme durée de mariage (sauf s'il y a eu une conversion du partenariat enregistré en mariage).

Mon père suisse n'a jamais épousé ma mère. Il m'a reconnu à ma naissance en 2005.

Est-ce que j'ai de ce fait acquis la nationalité suisse?

Les enfants nés d'un père suisse jusqu'au 31 décembre 2005 et dont les parents n'étaient pas mariés n'ont pas acquis la nationalité suisse, même si leur père suisse les avait reconnus.

Si votre père possédait déjà la nationalité suisse au moment de votre naissance et vous a reconnu avant votre majorité, vous pouvez déposer une demande de naturalisation selon l'article 51 alinéa 2 de la loi sur la nationalité suisse (pour autant que vous entreteniez des liens étroits avec la Suisse).

Ma mère a perdu sa nationalité suisse suite à son mariage avec mon père de nationalité étrangère. Puis-je encore acquérir la nationalité suisse?

Pour autant que vous entreteniez des liens étroits avec la Suisse, vous pouvez déposer une demande de naturalisation selon l'article 51 alinéa 1 de la loi sur la nationalité suisse.

Mon épouse vient de donner naissance à notre enfant. Cet enfant peut-il perdre sa nationalité suisse?

Si vous n'annoncez pas la naissance de votre enfant à votre représentation suisse, votre enfant perdra sa nationalité suisse par pé-

Le passeport suisse est bien plus qu'un morceau de papier, y compris pour la plupart des Suisses qui vivent à l'étranger: il incarne une identité et un lien avec la Suisse.

Photo Keystone



«Trois quart des Suisses de l'étranger possèdent une ou plusieurs autres nationalités»

remption à son vingt-cinquième anniversaire.

Il est donc recommandé d'annoncer rapidement la naissance d'un enfant en soumettant l'original de son acte de naissance. Une fois sa naissance inscrite dans le registre suisse de l'état civil, un passeport suisse pourra être commandé.

J'ai perdu ma nationalité suisse. Puis-je faire une demande de réintégration?

Toute personne ayant perdu la nationalité suisse peut, dans les dix années qui suivent la perte, faire une demande de réintégration. Cette demande implique des liens étroits avec la Suisse et que les autres conditions soient aussi remplies. Une fois ce délai écoulé, la personne doit résider en Suisse depuis trois ans pour demander une réintégration.

Que signifie le critère des liens étroits avec la Suisse?

Entretenir des liens étroits avec la Suisse implique signifie que:

- au cours des six ans précédant le dépôt de la demande, vous avez séjourné en Suisse à trois reprises au moins, pendant au moins cinq jours consécutifs;
- vous pouvez communiquer à l'oral au quotidien dans l'une des langues nationales suisses;
- vous possédez des connaissances de base sur la Suisse (géographie, histoire, politique, société);
- vous entretenez des liens avec des Suisses;
- vous pouvez nommer des personnes de référence résidant en Suisse en mesure de confirmer vos séjours et vos contacts.

Quels sont les autres critères et conditions que je dois remplir?

Vous ne devez pas enfreindre la sécurité et l'ordre public, ni menacer la sécurité intérieure et extérieure de la Suisse. Vous devez respecter les valeurs de la Constitution fédérale, participer à la vie économique ou suivre une formation, et encourager et soutenir l'intégration des membres de votre famille.

Puis-je conserver ma nationalité d'origine si j'acquiers la nationalité suisse?

La Suisse admet la pluralité des nationalités. Il est toutefois possible que l'acquisition de la nationalité suisse vous fasse perdre votre nationalité d'origine si la législation de votre pays stipule par ex. la perte automatique du droit de cité en cas d'acquisition volontaire de la citoyenneté d'un autre État. Les autorités de votre pays d'origine vous fourniront les informations adéquates à ce sujet.

Que coûte une demande de naturalisation et de réintégration?

Afin de couvrir les frais de traitement d'une demande, une avance est requise par la représentation suisse. Cette avance couvre les frais du Secrétariat d'État aux migrations (SEM) et des autorités cantonales (CHF 600 par personne majeure et CHF 350 par enfant mineur non compris dans la demande d'un

Vous trouverez ici plus d'informations utiles

Comment devenir suisse? (SEM):

[revue.link/nationalite](https://www.sem.admin.ch/sem/fr/revue.link/nationalite)

FAQ – Nationalité suisse (SEM):

[revue.link/faq](https://www.sem.admin.ch/sem/fr/revue.link/faq)

Loi sur la nationalité suisse:

[revue.link/en141](https://www.sem.admin.ch/sem/fr/revue.link/en141)

Ordonnance sur la nationalité suisse:

[revue.link/oln](https://www.sem.admin.ch/sem/fr/revue.link/oln)

Des questions? Consultez la page internet de votre représentation et contactez celle-ci pour de plus amples informations:

[revue.link/representations](https://www.sem.admin.ch/sem/fr/revue.link/representations)

des parents) ainsi que les frais de la représentation pour les prestations fournies, par ex. conseils, examen du dossier, entretien, traitement des actes d'état civil, clarifications et recherches (CHF 75 par demi-heure). À cette avance s'ajoutent d'éventuels frais additionnels dans le cadre de l'examen des actes d'état civil par des tiers ou par certaines autorités d'état civil suisses. Ces émoluments ne sont pas remboursables en cas de décision négative du SEM ou du retrait de la demande en cours de procédure. Un paiement échelonné n'est pas possible.

Où puis-je obtenir les informations et la documentation nécessaires pour déposer une demande de naturalisation?

Vous trouverez des informations très utiles notamment sur les conditions, la procédure et les documents à présenter sur la page internet de la représentation suisse, sous «Services» puis «Nationalité».

Sur demande, la représentation suisse vous fera parvenir la documentation nécessaire pour déposer une demande de naturalisation afin que vous puissiez préparer votre dossier. Dès réception de votre dossier, la représentation conviendra avec vous d'une date pour un entretien personnel qui, en principe sera tenu dans une langue nationale.

Quelle est la durée de la procédure?

La représentation suisse remet, en règle générale, son rapport d'enquête au SEM dans les douze mois dès réception du dossier complet de demande.

Le SEM statue sur une demande de naturalisation facilitée ou de réintégration, en règle générale, dans un délai de douze mois à compter de la réception du dossier de demande accompagné du rapport d'enquête de la représentation suisse compétente.

Tout changement d'adresse ou fait d'état civil (mariage, séparation, divorce, naissance, décès, adoption, etc.) pendant cette période doit être communiqué à la représentation suisse compétente.

Nos camps de vacances, depuis 1934!

L'Organisation des Suisses de l'étranger propose depuis 90 ans des camps de vacances pour les jeunes Suisses-ses habitant aux quatre coins du monde. Ce jubilé sera célébré en Suisse centrale à l'occasion du 100e Congrès des Suisses de l'étranger à Lucerne.

Pendant les camps, les jeunes profitent de l'ambiance chaleureuse qui règne en Suisse, nouent de nouveaux liens d'amitié et rentrent à la maison avec des souvenirs pour la vie. Découvrez ci-dessous nos camps de vacances.

Du 6 au 19 juillet 2024

À Flüeli-Ranft (OW), les participant-e-s du camp «Sport et loisirs» vivent un été rempli d'activités ludiques et sportives, de randonnées et d'excursions.

En parallèle, les jeunes du camp «Swiss Challenge I» découvrent la grande diversité de la Suisse, ses différents types de paysages et expérimentent la vie dans un pays comportant quatre langues nationales. Ce camp est un mélange de visites touristiques, de voyages, de randonnées en montagne, de sport et de culture.

Les deux camps se réuniront au bord du lac des Quatre Cantons pour célébrer la 100e édition du Congrès pour les Suisses de l'étranger et les 90 ans des camps.

Du 20 juillet au 2 août 2024

Lors du deuxième camp de vacances à Flüeli-Ranft, un programme haut en couleur attend les participant-e-s. En parallèle à ce programme varié, du lundi au jeudi, les jeunes commencent la journée par un cours de français ou d'allemand. Ainsi, ils ont la possibilité d'apprendre ou d'améliorer leurs connaissances d'une langue nationale grâce à un enseignement professionnel.

Du 3 au 16 août 2024

Le camp «Swiss Challenge II» clôture la saison estivale. Les participant-e-s découvrent la Suisse par le jeu, le sport et le divertissement. Des randonnées dans les Alpes suisses, des points de vue magnifiques sur les villes, les lacs et les plaines ainsi que dif-



Ce petit pont dans les montagnes suisses peut aussi être vu comme un symbole. Car les camps de vacances créent toujours un lien entre les jeunes Suisses du monde entier. Photo MAD

férentes activités sportives et récréatives sont au programme.

Du 27 décembre 2024 au 5 janvier 2025

Les jeunes se retrouvent à Davos (GR) pour une aventure hivernale inoubliable au cœur des paysages suisses. Ce camp de ski leur offre la possibilité de célébrer le Nouvel An d'une manière tout à fait unique. Pour certains, c'est leur première expérience avec la neige, tandis que d'autres profitent de leurs premières glissades de l'année sur les pistes de ski. Pour débutants ou experts, notre camp propose des activités et des cours de ski et de snowboard adaptés à tous les niveaux, afin que chacun puisse profiter pleinement de cette aventure enneigée. Des moments mémorables, des descentes envoiées et des souvenirs chaleureux attendent les participant-e-s.

Toutes les informations sur nos offres se trouvent sur notre site web: revue.link/camps.

Le Service des jeunes dispose aussi d'un budget afin de permettre aux Suisses-ses de l'étranger disposant de ressources financières limitées de participer aux camps. Vous trouverez des détails à ce sujet également sur notre site web. Vous y trouverez aussi des informations sur les possibilités de dons. Vos dons, quel que soit leur montant, sont les bienvenus et nous permettent d'aider des jeunes à participer à nos camps.

MARIE BLOCH

**Swiss
Community**

Service des jeunes de l'Organisation des Suisses de l'étranger,
Alpenstrasse 26, 3006 Berne, Suisse
youth@swisscommunity.org
www.swisscommunity.org
Tél. +41 31 356 61 25



«À quoi faut-il veiller en matière d'assurance-maladie lors d'un retour en Suisse?»

Question: J'ai vécu plusieurs années à l'étranger et je prévois à présent de revenir m'établir en Suisse. À quoi dois-je faire attention en matière d'assurance-maladie?

Réponse: L'assurance-maladie est obligatoire pour toutes les personnes vivant en Suisse. Cela signifie que vous devez souscrire une assurance de base aussitôt que vous vous êtes annoncé en Suisse et que vous y êtes à nouveau domicilié. Tout le monde a le droit

au même accès aux soins. Ces prestations de l'assurance de base sont régies par la loi. Ainsi, les assureurs-maladie ne peuvent pas refuser de fournir une assurance de base aux Suisses de l'étranger qui reviennent s'établir en Suisse, quels que soient leur âge et leur



Les frais médicaux et hospitaliers sont élevés en Suisse. L'assurance-maladie a donc une importance capitale, notamment pour les personnes qui ont vécu à l'étranger et reviennent s'établir en Suisse. Photo Keystone

Vivement les camps de vacances!

Avis aux enfants et à leurs parents: en 2024, la FESE, Fondation pour les enfants suisses à l'étranger, proposera à nouveau des camps d'été ainsi que des camps de ski et de snowboard aux enfants suisses de l'étranger âgés de 8 à 14 ans. En raison de leur succès, nous proposons désormais trois «Voyages à travers la Suisse» ainsi que trois camps de ski et de snowboard. Le «Voyage à travers la Suisse» permet à une trentaine de participants de découvrir plusieurs localités dans toute la Suisse en randonnée et en passant des nuits sous tente. Nos camps de vacances avec hébergement sur place peuvent accueillir entre 35 et 50 participants. En 2024, ils auront lieu dans les cantons de Berne, des Grisons, de Lucerne, de Saint-Gall et du Valais, et seront l'occasion de belles découvertes.

Du 22 juin au 5 juillet 2024:

Flüeli (LU), camp de vacances avec hébergement pour les 10 à 14 ans

Du 26 juin au 5 juillet 2024:

Voyage à travers la Suisse («Swiss Trip») pour les 12 à 14 ans

Du 6 au 19 juillet 2024:

Kippel (VS), camp de vacances avec hébergement pour les 12 à 14 ans

Du 10 au 19 juillet 2024:

Adelboden (BE), camp de vacances avec hébergement pour les 8 à 11 ans

Du 10 au 19 juillet 2024:

Voyage à travers la Suisse («Swiss Trip») pour les 12 à 14 ans

Du 20 juillet au 2 août 2024:

Pizol (GR), camp de vacances avec hébergement pour les 8 à 11 ans

Du 20 juillet au 2 août 2024:

Evolène (VS), camp de vacances avec hébergement pour les 12 à 14 ans

Du 3 au 16 août 2024:

Bad Ragaz (SG), camp de vacances avec hébergement pour les 12 à 14 ans

Du 7 au 16 août 2024:

Voyage à travers la Suisse («Swiss Trip») pour les 12 à 14 ans

Du 27 décembre 2024 au 5 janvier 2025:

Valbella (GR), camp de ski et de snowboard pour les 8 à 11 ans

Du 27 décembre 2024 au 5 janvier 2025:

Surprise, camp de ski et de snowboard pour les 12 à 14 ans

Du 2 au 8 janvier 2025:

Lenk (BE), camp de ski et de snowboard pour les enfants nés en 2010 et 2011

Vous trouverez tout l'éventail de nos camps de vacances de 2024 sur sjas.ch/fr/. Les participants peuvent aussi s'y inscrire sur ce site. Pour toute question ou suggestion, écrivez-nous à l'adresse info@sjas.ch. À très bientôt!

ISABELLE STEBLER ET DAVID REICHMUTH, FESE


 Stiftung für junge Auslandschweizer
 Fondation pour les enfants suisses à l'étranger
 The foundation for young swiss abroad
 Fondazione per i giovani svizzeri all'estero

Fondation pour les enfants suisses à l'étranger (FESE)
 Téléphone +41 31 356 61 16, info@sjas.ch / www.sjas.ch

état de santé. Les personnes qui souhaitent une couverture plus étendue que celle de l'assurance de base peuvent conclure des assurances complémentaires à celle-ci. Cependant, comme il s'agit là d'assurances privées, les caisses-maladie peuvent dans ce cas refuser d'assurer une personne ou émettre des réserves excluant certaines prestations.

L'autorité de surveillance, l'Office fédéral de la santé publique, publie une liste des assureurs-maladie autorisés. Vous pouvez choisir librement votre caisse-maladie dans cette liste. Une assurance-maladie séparée doit être conclue pour chaque membre de la famille. Tous les assurés payent une prime, qui peut être plus ou moins élevée d'un assureur à l'autre. Il est donc conseillé de comparer les primes sur www.priminfo.ch.

Lors d'un retour en Suisse, l'assurance-maladie doit être souscrite dans un délai de trois mois après la prise de domicile. L'affiliation prend effet rétroactivement à la date à laquelle la personne a pris son nouveau domicile. Nous attirons votre attention sur le fait qu'un supplément de prime est prélevé lorsque l'assurance est conclue trop tard pour des motifs non valables.

STEPHANIE LEBER, SERVICE JURIDIQUE DE L'OSE

Vous avez d'autres questions au sujet de l'assurance-maladie?

Vous trouverez d'autres informations utiles sur le site internet de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP): revue.link/ofsp

Les différents types de hautes écoles universitaires

Les hautes écoles universitaires suisses occupent de bonnes places dans les classements internationaux, certaines faisant même partie des meilleures hautes écoles universitaires du monde. Il existe trois types de hautes écoles universitaires : les universités, les hautes écoles spécialisées et les hautes écoles pédagogiques. Elles sont toutes équivalentes, mais diffèrent dans leur orientation universitaire.

Toutes les hautes écoles universitaires suisses, à l'exception d'une haute école de sciences appliquées, sont des institutions publiques. Elles proposent des cursus d'études organisés selon le modèle de Bologne et le système de crédits ECTS, sur lequel 49 pays européens se sont mis d'accord. Le cycle d'études se divise ainsi en plusieurs étapes successives : Bachelor, Master et Doctorat (PhD). Les études de base, c'est-à-dire le Bachelor, durent en général six semestres avec 180 ECTS. Ensuite, les études de Master durent en général trois à quatre semestres avec 90 à 120 ECTS. La langue d'enseignement au niveau du Bachelor est le plus souvent celle de la région linguistique dans laquelle se trouve la haute école. En revanche, les cursus de Master sont souvent bilingues ou tout en anglais.

La plupart des programmes d'études commencent en septembre. Le délai d'inscription est généralement le 30 avril, avec quelques exceptions comme la médecine ou les filières particulières des hautes écoles spécialisées.

Pour être admis, il faut être titulaire d'un certificat de maturité suisse ou d'un diplôme étranger équivalent. Pour les diplômés étrangers, les hautes écoles fixent des normes spécifiques à chaque pays, qui peuvent être consultées sous revue.link/conditions.

Université – Haute École Spécialisée – Haute École Pédagogique

Les dix **universités** proposent des études en droit et en économie, en mathématiques et en sciences naturelles ainsi qu'en sciences humaines et sociales et font de la recherche fondamentale. Elles sont réparties dans toute la Suisse : en Suisse alémanique à Saint-Gall, Zurich, Bâle, Berne, Lucerne ; en Suisse romande à Neuchâtel, Lausanne, Genève ; en Suisse italienne, il y a l'Università della Svizzera Italiana. L'Université de Fribourg est francophone et germanophone.



Une des universités représentatives de la diversité de l'enseignement suisse : l'Università della Svizzera Italiana, ici le site de Lugano. Photo service de presse Università della Svizzera Italiana

Les **Écoles Polytechniques Fédérales** ETH et EPF sont situées à Zurich et à Lausanne. Elles se concentrent sur l'ingénierie, les mathématiques et les sciences naturelles.

Les neuf **Hautes Écoles Spécialisées** comprennent de nombreux instituts qui pro-

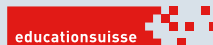
posent des cursus axés sur la pratique dans de nombreux domaines d'études. Les domaines de la santé, des sciences sociales, de la gestion d'entreprise, des technologies innovantes, de la musique et des arts sont particulièrement connus. Ils constituent de bonnes alternatives pour les étudiants qui souhaitent un lien plus fort avec la pratique dans leurs études. Certaines hautes écoles spécialisées proposent également des cursus de bachelor uniquement en anglais.

En plus, il existe dans toute la Suisse des Hautes Écoles Pédagogiques, plus ou moins grandes, qui forment les futur-e-s enseignant-e-s à tous les niveaux scolaires.



La langue d'enseignement au niveau du bachelor est généralement celle de la région linguistique dans laquelle se trouve l'université. Pour ces étudiant-e-s de l'Università della Svizzera Italiana, il s'agit donc principalement de l'italien. Photo service de presse Università della Svizzera Italiana

RUTH VON GUNTEN



Education Suisse
Formation en Suisse
Alpenstrasse 26
3006 Berne, Suisse
+41 31 356 61 04
info@educationsuisse.ch
educationsuisse.ch



Premiers pas en vue d'une élection plus démocratique du CSE

Le Conseil des Suisses de l'étranger est constitué de délégué-e-s qui représentent la «Cinquième Suisse» à Berne. Un groupe de travail est chargé de moderniser son mode d'élection. Quels sont les premiers résultats?

Qu'est-ce que le Conseil des Suisses de l'étranger?

Le Conseil des Suisses de l'étranger (CSE) est composé de 140 membres, dont 120 délégué-e-s de l'étranger. Le CSE est en quelque sorte le «Parlement de la Cinquième Suisse». Les délégué-e-s sont élus pour une législature de quatre ans. Pendant cette période, ils représentent les intérêts des Suisses de l'étranger vis-à-vis des autorités suisses.

Comment les délégué-e-s sont-ils élus?

L'élection du CSE ne se déroule pas de la même manière partout. D'une part, certains grands pays forment un cercle électoral. D'autre part, il existe des régions du monde dans lesquelles de grands groupes de pays ont droit à un ou plusieurs sièges. Mais surtout, il n'existe pas de système électoral uniforme convaincant en matière de transparence et de représentativité.

Qui sommes-nous et quel est notre objectif?

C'est là qu'intervient le groupe de travail mandaté lors du Congrès des Suisses de l'étranger de 2023 à Saint-Gall: il a pour mission de proposer et de promouvoir un processus standardisé en vue d'une élection démocratique. Ce processus pourra ensuite être appliqué dans les pays qui le souhaitent. Concrètement, le groupe de travail planche sur l'élaboration d'un outil de vote électronique adapté aux besoins du CSE, et d'un guide pour l'accompagner. Ce guide servira de fil rouge dans les différents cercles électoraux, expliquant comment le système fonctionne et à quoi il convient de veiller tout particulièrement. Il est prévu d'utiliser ce nouveau système pour la première fois lors de l'élection du CSE de 2025.

Qu'avons-nous accompli jusqu'ici?

Le projet a pour objectif d'améliorer la représentativité du CSE. Dans notre recherche d'une solution, nous avons bien sûr des échanges réguliers avec la direction de l'OSE, mais nous dialoguons également déjà avec la plupart des pays et régions, et nous avons reçu les premiers feedbacks. Ainsi, nous avons par exemple pris conscience que la mise en œuvre du projet dans les pays de l'Union européenne est devenue un peu plus compliquée en vertu du Règlement sur la protection des données (RGPD).

Naturellement, pour un projet d'une telle ampleur, il est indispensable de collaborer avec le DFAE, qui est l'interlocuteur de référence des Suisses de l'étranger pour les questions liées aux services consulaires. Les discussions que nous avons déjà menées avec le DFAE ont mis en évidence l'une des difficultés: l'organisation d'élections numériques nécessite de connaître au moins les adresses e-mail de toutes les personnes qui ont le droit de vote. Par conséquent, il est important que tous les Suisses de l'étranger communiquent leur adresse e-mail à la représentation dont ils dépendent (ambassade ou consulat). Plus ces adresses seront nombreuses, plus le nombre de personnes qui pourront participer à l'élection du CSE sera important, et plus le résultat du vote sera représentatif et démocratiquement légitime. La discussion avec le DFAE se poursuit: il convient encore d'examiner quelles pourront être les options si les adresses e-mail font défaut.

Ainsi, nous effectuons de nombreux pas qui nous rapprochent, espérons-le, d'une solution praticable et adéquate. Ils seront probablement suivis par de nombreux autres pas. [TOBIAS.ORTH, WORKGROUP.OSA@OUTLOOK.COM](mailto:TOBIAS.ORTH@WORKGROUP.OSA@OUTLOOK.COM)

La «Revue» arrive trop tard dans votre boîte aux lettres?

Nous recevons actuellement de plus en plus de messages nous indiquant que la version papier de la «Revue Suisse» est livrée très en retard par la poste. Nous regrettons beaucoup qu'il en soit ainsi. Nous sommes actuellement en train d'étudier les causes de ces retards, et les possibilités d'y remédier. Ignorant cependant si la situation s'améliorera rapidement, nous attirons votre attention sur le fait que vous avez deux moyens de profiter déjà de votre magazine en attendant sa version imprimée:

- Vous pouvez lire le dernier numéro en ligne (www.revue.ch). Ou vous pouvez le télécharger au format PDF et l'imprimer si vous le souhaitez (aussi sur www.revue.ch).
- Vous pouvez installer l'application de la «Revue Suisse» sur votre tablette ou smartphone. Elle vous permet de télécharger le dernier numéro, de le feuilleter et de le lire même en mode hors ligne. Vous trouverez cette application dans l'App Store ou sur Google Play en recherchant «Swiss Revue».

Et, évidemment, si malgré les difficultés actuelles vous pouvez opter pour une contribution d'abonnement volontaire pour l'an prochain, nous vous en serions doublement reconnaissants.

MARC LETTAU, REDACTEUR EN CHEF

Les coordonnées bancaires pour le virement des cotisations d'abonnement à titre volontaire sont les suivantes (veuillez noter que les chèques ne peuvent pas être encaissés) :

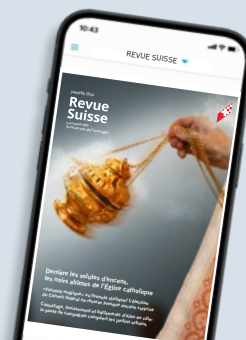
IBAN: CH97 0079 0016 1294 4609 8
Banque : Banque cantonale bernoise
Bundesplatz 8, CH-3011 Berne
BIC/SWIFT: KBBECH22

Bénéficiaire : BCBE Berne, compte n° 16.129.446.0.98,
Organisation des Suisses de l'étranger, À l'attention de
Monsieur A. Kiskery, Alpenstrasse 26, CH-3006 Berne
Référence: Support Swiss Review

Paiement par PayPal : [revue.link/support](https://www.paypal.com/revue.link/support)

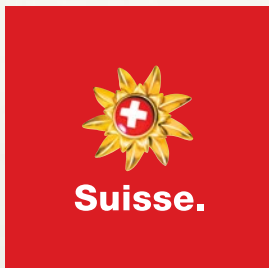
N'attendez plus, lisez!

Vous n'en pouvez plus d'attendre la version papier de la «Revue Suisse»? Téléchargez le magazine sur votre **tablette ou smartphone**. L'application est gratuite et sans publicité. Vous la trouverez en recherchant «Swiss Review» dans votre **Appstore**.



J'ai besoin de l'air des montagnes.

Lucerne-Lac des Quatre-Cantons, Engelberg, © Suisse Tourisme, André Meier



J'ai besoin de Suisse.

Découvrir l'hiver maintenant: [MySwitzerland.com/hiver](https://www.myswitzerland.com/hiver)
Partage tes plus belles expériences avec [#IneedSwitzerland](https://twitter.com/IneedSwitzerland)

